

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

| POUR LA FRANCE | POUR L'ÉTRANGER |
|-----------------------------|----------------------|
| Un an... 72 fr. | Un an... 112 fr. |
| Six mois... 36 fr. | Six mois... 56 fr. |
| Trois mois... 18 fr. | Trois mois... 28 fr. |
| Chèque postal Feraud 586-65 | |

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Colrat va dire aujourd'hui si Jeanne Morand doit mourir

Vite, que nous soyons fixés et rassurés

Jeanne Morand est à l'hôpital de Versailles où elle fut clandestinement transportée hier soir. Elle y est dans les mêmes conditions, dans la même attente, qu'à l'hôpital de Corbeil. Le médecin, qui l'a vue hier matin, n'a pas osé l'alimenter de force.

Si nous ne savions que tout est préparé pour ce supplice, nous nous demanderions pour quels motifs on a imposé, hier soir, à la pauvre patiente ce douloureux voyage.

Dans une méchante automobile on lui fit faire soixante kilomètres par des routes plus ou moins défoncées. Elle arriva à destination n'en pouvant plus : elle avait tout le long du chemin cogné ses os aux parois de la voiture.

Colrat reçoit Forrès aujourd'hui ; ce n'est point faire montre d'un optimisme exagéré que de se laisser aller à espérer que notre amie ne sera pas contrainte de poursuivre la grève de la faim après trois, cent douze heures de privation d'aliments.

Elle doit d'ailleurs à cette entrevue de son avocat et du ministre de n'avoir point été déjà traitée à la sonde oesophagique.

Ce serait la première fois, en France, qu'un détenu politique gréviste de la faim subirait le régime de l'alimentation forcée. Aussi, comprenons-nous fort bien des hésitations du gouvernement ; il ne serait pas politique de sa part, à la veille des élections, d'inaugurer contre une prisonnière des procédés dignes des temps les plus reculés, les plus barbares.

C'est bien ce qu'ont senti les hauts fonctionnaires qui se sont démenés, hier matin à Versailles en faveur de Jeanne.

Le directeur général de l'Assistance publique de Seine-et-Oise lui rendit visite plusieurs fois dans la matinée. Il fit la navette entre elle et le préfet de Sei-

ne-et-Oise. Ce dernier téléphona plusieurs fois au ministre de la Justice.

Jeanne Morand fut d'abord en paroles par ces messieurs comme jamais enfant ne l'a été par une maman chérie.

Si elle les eût écoutés, elle aurait tout de suite accepté la nourriture qu'on lui tendait, en même temps qu'on lui faisait les promesses les plus solennelles.

Mais enfin, lui dit ce directeur, vous n'êtes pas gentille, vous n'y mettez point du vôtre. Vous voyez ce que nous tentons pour vous, vous avez toutes les raisons d'espérer, et vous ne nous payez point de retour. Demain matin, M. le Préfet verra M. le Garde des Sceaux et il ne pourra l'entretenir absolument que de votre entêtement. On croirait que vous faites la grève de la faim par amour-propre.

— Ah ! vous croyez cela ! Eh bien, tenez, voici la preuve du contraire. (Et notre amie avala devant ce personnage trois cuillerées de tapioca.) Maintenant, vous avez satisfaction ! mais c'est fini ! je ne mangerai autre chose que lorsque le ministre de la Justice aura fait droit à ma juste demande. Faites-lui donc savoir que ma fierté ne me conduira pas à être stupide, — je viens de vous en donner la preuve, — mais faites-lui aussi affirmer que je préfère mourir que voir ma vieille mère s'éteindre sans avoir pu la soigner à ses derniers moments.

« Et maintenant, je vous en prie, que l'on n'insiste plus comme cela, auprès de moi. »

Son père et des amis ont pu l'embrasser. Dans sa vaillance, elle trouva le moyen de consoler le vieux papa qui pleurait.

C'est bien dommage, monsieur Colrat, que vous n'avez pas assisté à cette touchante et dramatique scène, car, alors, les plus pessimistes d'entre nous ne douteraient pas de la décision que vous allez rendre tout à l'heure, et ils en auraient la joie au cœur.

La presse s'émeut et proteste

Enfin l'opinion publique semble se dégeler un peu ; par l'entremise des journaux, elle fait entendre sa voix.

Esprons que ce ne sera pas trop tard.

Le Quotidien a dépêché l'autre jour près de Jeanne Morand un de ses collaborateurs, et, dans son numéro d'aujourd'hui, il donne sur cette visite ces détails :

Jeanne Morand en était hier à son dixième jour de grève de la faim, et on devait l'alimenter de force.

Du moins, l'on avait-on menacé avant-hier, mais au dernier moment le médecin de l'hôpital de Corbeil, soit devant l'extrême faiblesse de la détenue, soit obéissant à des ordres supérieurs, n'a pas voulu recourir à cette mesure qui n'est autre chose qu'un véritable supplice.

On comprend que l'administration pénitentiaire la diffère le plus longtemps possible.

Elle le fait sans doute avec l'espoir qu'une décision du ministère évitera à la patiente cette torture et que Mme Jeanne Morand aura obtenu d'ici là la suspension de peine qui lui permettra d'aller soigner sa mère mourante.

Au moment où, pour la première fois en France, on s'apprêtait à recourir à la force pour nourrir un prisonnier — procédé dont on n'a usé qu'une seule fois en Angleterre — nous sommes allés voir Mme Jeanne Morand dans sa cellule de l'hôpital de Corbeil.

Assise tout près du calorifère, comme si elle attendait de la chaleur qu'elle donnât à son sang appauvri l'illusion des calories indispensables, Mme Jeanne Morand regardait à travers la fenêtre grillagée la mélancolique chute des flocons qui recouvraient de froide parure les arbres du jardin.

Immobile, et parlant très peu, la prisonnière ne vit plus que par la lueur de ses yeux.

Le médecin est venu. Il n'a pas osé... C'est surtout la nuit qui est longue à supporter. Des crampes me tortent sur mon lit et m'empêchent de dormir.

Mais la volonté d'être bientôt rendue à ma mère me donne la force de supporter toutes ces souffrances !

Ce matin, l'adjoint au maire de Corbeil est venu me voir. Il doit rendre compte de sa visite à M. Colrat.

Jeanne Morand n'a pas la force d'en dire davantage.

Sa tête retombe sur sa poitrine et ses mains amaigrées, ses mains osseuses, se crispent sur le radiateur.

Séverine, qui a écrit déjà sur Jeanne Morand et son admirable geste, renouvelle, dans l'Ere Nouvelle d'hier, sa protestation :

« Va-t-on attendre que Jeanne Morand soit morte pour la libérer ? Après tout, ce serait une solution. On ne l'aurait pas rendue vivante à sa mère, paralysée, quasi-agonisante, dont les jours sont comptés, mais on apporterait son cadavre, en boîte, à la vieille moribonde. »

Joli cadeau à faire à une aïeule ! C'est cependant ce qu'a décidé la commission d'examen. Ont-ils un cœur, ces messieurs-là, et où le placent-ils ? Sans

doute qu'il gît, desséché, entre deux dossiers, dans leur serviette de cuir, car on n'en perçoit guère les battements. Le ministre, ému de cette double détresse d'une mère et d'une fille qui séparent la distance et une grille de prison, alors que l'âge et la maladie aggravent la peine, le ministre avait promis que la séparation ne serait plus de longue durée.

Le veto de la commission vient à point pour lui permettre de se rétracter, de reprendre une parole sur laquelle étaient fondées quelques raisons de vivre — de se survivre pour les captifs !

Le Peuple, qui chaque jour n'oublie pas de se joindre à nous, s'élevait hier, en ces termes, contre l'abomination de Colrat :

Jeanne Morand entre aujourd'hui dans sa douzième journée de grève de la faim. Malgré la belle résistance morale qu'elle oppose aux souffrances physiques qu'elle ressent, son état est des plus graves et inquiète sérieusement ses amis.

Le médecin de l'hôpital, qui avait pris ses dispositions pour nourrir la malheureuse de force, n'a pas osé mettre son projet à exécution. Cédant à ses supplications, persuadé qu'elle opposerait tout ce qui lui reste d'énergie à l'application du véritable traitement que constitue l'alimentation par la sonde, il a abandonné son idée première.

Jeanne Morand continue donc.

Combien de temps continuera son supplice ?

C'est la question qui se pose maintenant, l'issue fatale ne laissant aucun doute, si le gouvernement se refuse à prendre la mesure d'humanité et de stricte justice qui s'imposait dès le début de cette pénible histoire.

Pourquoi cet entêtement stupide d'un ministre, cet acharnement contre une pauvre femme, qui ne demande une suspension de peine que pour se rendre auprès d'une autre pauvre femme, sa mère, qui se trouve gravement malade ?

Il y avait une vie à sauver.

M. Colrat préfère faire deux victimes. Rarement on avait vu chez un ministre une semblable et aussi inconsciente cruauté !

L'Œuvre, en première page, publiait hier cet article plein d'esprit et de logique :

Jeanne Morand, condamnée politique, fait la grève de la faim et entre aujourd'hui dans son treizième jour de jeûne volontaire. On sait qu'elle demande à M. Colrat sa mise en liberté provisoire pour pouvoir aller soigner sa mère, gravement malade. Après avoir écarté toute interpellation à ce sujet en laissant entrevoir une solution favorable de ce cas tragique, M. Colrat maintient Jeanne Morand en prison. Si elle en meurt ? n'est-ce pas, on verra bien...

M. Maurice Colrat s'en lave les mains...

« Tant-il qu'il soit sale ! disait l'autre : il se lave tous les jours. »

M. Maurice Colrat se lave les mains de tout. Son propre frère, M. Raymond Colrat, racontait hier, au club du « Faubourg », comment il avait été expulsé de Tunisie parce que sa tête ne revenait pas à M. Lucien Saint, résident général. On n'a invoqué contre M. Raymond Colrat aucun texte de loi ; on s'est simplement servi d'une ordonnance royale de 1778, visant... les souteneurs.

M. Raymond Colrat a protesté contre cette décision auprès du gouvernement dont son frère fait partie. Celui-ci a répondu que M. Saint avait fort bien agi, et a maintenu l'arrêt d'expulsion.

— Voyez, peut-être dire M. Maurice Colrat, j'ai un frère qui fait l'objet d'un déni de justice, et je trouve cela tout naturel. Alors, pourquoi voulez-vous que je m'intéresse à votre Jeanne Morand, qui n'est pas même de Montrozier ?

On comprend ainsi pourquoi M. Maurice

Colrat approuve l'acte d'arbitraire dont son propre frère vient d'être la victime ; ça lui permet de justifier tous les autres...

L'Humanité, oui ! elle-même, sent la nécessité de consacrer tous les jours un papier, oh ! très court, à Jeanne Morand et à son acte héroïque. Voici le dernier :

Aujourd'hui commence pour Jeanne Morand le douzième jour de la grève de la faim. La malheureuse est exténuée de faiblesse.

M. Colrat ne s'émue pas. Après avoir promis d'aller vite et d'examiner favorablement la demande de libération conditionnelle, sur laquelle la commission des grâces avait préalablement à statuer, le pétitionnaire ministre n'a pas encore daigné faire connaître sa réponse.

Un avertissement lui a été signifié hier soir par un certain nombre de camarades. Ce n'est d'ailleurs là que le premier.

Pierre Bertrand, dans le Quotidien d'hier, revient à la charge, et comment !isez donc :

Jeanne Morand en est à son onzième jour de grève de la faim. Colrat et Poincaré, Poincaré et Colrat suivent d'un œil attentif son agonie.

Car ils ne veulent pas qu'elle meure tout à fait.

Lorsque le moment leur paraîtra venu, le moment où ce corps épuisé, brisé, sera sans défense, ils la feront alimenter par force.

Pourquoi ? Pour rien. Pour le plaisir. Pour prolonger un jeu où leur puissance éclate.

Mais aussi pour mettre à l'abri leur responsabilité.

Du moins, faisant ainsi, pourront-ils dire, si un accident se produit, qu'ils n'ont pas voulu cela.

Lloyd George a laissé le maire de Cork périr.

Poincaré et Colrat, Colrat et Poincaré prétendent à plus de prudence.

Ils n'attendront pas le dernier souffle. Ils fermeront la porte par où la mort s'approche dès qu'ils entendront son pas.

Et puis, on recommencera, suivant la vieille méthode chère aux bourreaux savants.

Le délit d'opinion de Jeanne Morand est inépuisable aux yeux de ces deux hommes qui couvrent de leur active complicité les pires criminels : ministres, généraux, parlementaires, profiteurs de guerre, mercantils.

Mais s'ils se trompent dans leur diagnostic, direz-vous ? Si la lumière s'éteint, qu'ils croient voir brûler encore quelques heures ? Si la supplicée à un peu moins de vie qu'ils ne s'imaginent ? Si elle leur échappe et s'affranchit ?

Ah ! ne croyez pas que Colrat et Poincaré, Poincaré et Colrat soient pris au dépourvu.

Elle n'aura pas rendu le dernier soupir qu'ils prouveront déjà par A + B que leur tendre sollicitude a été trompée, qu'ils ne sont pas comptables de ce sang, qu'ils avaient prescrit à leurs Bureaux de la libérer.

Même ils verseront une larme, si l'on insiste, et si le vote de confiance est à ce prix.

Mais Jeanne Morand sera morte ! Mais la mère de Jeanne Morand mourra de cette mort !

Etait-il donc impossible de les sauver l'une et l'autre parce que Poincaré et Colrat, Colrat et Poincaré n'ont pas d'entraînés ?

Non. Ce n'était pas impossible.

C'était facile même.

Ce président du Conseil et ce garde des Sceaux, inaccessibles à la pitié pour la souffrance des autres, sont pleins de soins pour eux-mêmes, pour leurs succès, leurs ambitions, leurs intérêts.

Il eût suffi que dans la presse s'élevât une protestation unanime contre leur inhumanité.

Ils auraient tout de suite pris peur et cédé.

Mais, à l'exception de quelques journaux, tout se tait.

— Chut ! soufflent les officieux aux oreilles des écrivains qui s'indignent. De quoi vous mêlez-vous ? Ces tortures, cette agonie, c'est de la politique. C'est la politique de M. Poincaré.

Soit. On s'en souviendra.

Résultats de la guerre

On annonce de Rennes qu'au cours d'une crise d'alcoolisme, Armand Daussy, 37 ans, cultivateur à Retiers, réformé de guerre, a tué à coups de sabots sa femme, née Gaillard, 27 ans.

Voilà les résultats de la grande boucherie. Des hommes détraqués par la fatigue des cinq terribles années, et qui cherchent un réconfort dans l'alcool, sont prêts à toutes les actions, à toutes les folies, à tous les crimes !...

Près de la Gare St-Lazare un train déraile

Un accident s'est produit, la nuit dernière, sur une voie ferrée, à la sortie de Saint-Lazare.

Cet accident est dû à une fausse manœuvre d'aiguille. L'avant-dernière voiture du train 843, partant de Saint-Lazare à minuit 14 pour Rouen a déraillé par suite de cette fausse manœuvre, à la sortie de la gare, avant le poste 4, c'est-à-dire bien avant le tunnel des Batignolles que l'on est en train de démolir.

Les pompiers, aussitôt appelés, aidèrent le personnel de la gare à se porter au secours des malheureuses victimes.

Les morts

Deux cadavres furent relevés, ceux de deux femmes, l'une, Mlle Nais, 1, avenue Centrale, à Colombes, l'autre, que l'on n'a encore pu identifier, qui est d'une assez forte corpulence, vêtue d'un manteau noir et portant un maillot violet.

Les blessés

Quant aux blessés, certains ont pu regagner leur domicile, mais d'autres, gravement atteints, ont dû être transportés à l'hôpital Eaux-Joies aussitôt après l'accident. Voici leurs noms :

Mlle Jeanne Barbier, 54 ans, 141, rue de Gravelle, à Levallois (fracture de la jambe droite).

Mme Goetz Marguerite, 56 ans, 43, rue du Sergent-Bobillot, à Nanterre (contusions).

M. Eugène Barbier, 48 ans, 141, rue de Gravelle, à Levallois (contusions).

M. René Prédal, 48 ans, 143, rue de Gravelle, à Levallois (contusions).

M. Louis Ribes, 50 ans, 17, avenue de Rouen, à Nanterre (contusions aux jambes).

M. Kokalis Evangelos, mécanicien, 5, boulevard de la Seine, à Nanterre (contusions aux bras et aux reins).

M. Eugène Magnan, 79, rue du Chemin-de-Fer, à Nanterre (contusions).

Les responsabilités

L'ingénieur en chef du contrôle, M. Gilles Cardin, et le directeur des chemins de fer de l'Etat se sont rendus sur les lieux. Cet après-midi, M. Dejean visite les blessés. M. Pamart, juge d'instruction, a été chargé de l'affaire. L'aiguilleur est gardé à vue.

« C'était un excellent agent », dit-on partout.

Aussi espérons-nous que l'on ne se contentera pas d'une de ces enquêtes superficielles qui font toujours retomber les responsabilités sur un malheureux employé, un quelconque aiguilleur.

Il faut voir la tension d'esprit que l'on exige de tous ces employés qui font leurs huit heures par jour ou par nuit pour un salaire qui leur permet à peine de vivre. Et il ne faut pas faire continuellement reposer tout le poids de la faute sur les épaules de ces ouvriers.

Il faut chercher plus haut les responsabilités. Il faut demander à ceux qui dirigent aux destinées des grandes compagnies pourquoi ils diminuent sans cesse le nombre de leurs employés ? Oh ! la réponse est bien facile à deviner : c'est tout simplement pour faire des « économies » et pour permettre aux « qui de droit » de toucher une part un peu plus grosse.

Eh bien ! ce sont là des raisons que nous ne pouvons pas admettre. Les compagnies n'ont pas le droit de restreindre le nombre de leurs employés alors qu'est en jeu la vie des voyageurs ; car il est impossible à des malheureux surchargés de travail de conserver pendant des heures la même puissance d'attention.

Dans l'accident d'hier, comme dans les précédents, c'est la compagnie et non l'aiguilleur qui est responsable.

ABONNEZ-VOUS

En raison de l'augmentation croissante du prix du papier, de la main-d'œuvre et de l'impression, nous avons de très grosses difficultés pour assurer notre parution chaque jour.

Aussi le prix de l'abonnement a-t-il dû être porté :

A 80 FRANCS par an.
A 40 FRANCS pour six mois.
A 20 FRANCS pour trois mois.

En vous abonnant, vous économisez ONZE FRANCS, VINGT CINQ CENTIMES sur l'achat au numéro dans les kiosques et vous faites réaliser à l'administration de votre LIBERTAIRE un bénéfice de ONZE FRANCS.

C'est donc, en vous abonnant, une somme de VINGT DEUX FRANCS par an que vous arrachez aux intermédiaires pour la consacrer à la propagande de vos idées.

Abonnez-vous, ami lecteur, sans plus attendre.

CEUX QUI SONT EN LIBERTÉ



La Commission refuse la libération de Jeanne Morand. (Les journaux)

— Oui, mais spéculer est moins grave qu'un délit d'opinion !

L'AFFAIRE PHILIPPE DAUDET

Une lettre de Bajot

Bajot, le chauffeur du taxi dans lequel Philippe Daudet fut trouvé mort, vient de faire remettre à M. Barnaud, par M. Maurice Paz, une demande de constitution de partie civile dans l'instruction ouverte.

Le texte de cette demande ne laisse pas d'être quelque peu étonnant par endroit. Bajot écrit : « Bien que ma conviction personnelle proteste contre cette hypothèse (l'hypothèse de l'assassinat), j'ai le plus grand intérêt à ce que la vérité soit découverte et je veux m'y employer. Cet intérêt est évident : s'il y a eu meurtre, le meurtrier m'a causé le plus grave préjudice en se servant de moi comme d'un instrument destiné à masquer ses machinations criminelles. »

Voilà qui est bien singulier. Car, enfin, si M. Bajot ne sait pas ce qui s'est passé ou n'a pas le moindre soupçon de ce qui s'est passé, son cas devient véritablement extraordinaire. Lui qui soutenait jusqu'à présent la thèse du suicide, le voilà qui n'est plus sûr de rien, le voilà, comme le remarque l'Action française, qui passe de la « certitude » à la « conviction ». Étrange, décidément !

Bajot écrit : « S'il y a eu meurtre... Mais alors ? » S'il y a eu meurtre, Bajot avouera cependant qu'il n'était pas très facile aux assassins d'agir de telle façon que lui, Bajot, ne se doutât de rien. Si, comme je le pense, Philippe a été assassiné par les policiers dans la boutique de Le Flouard, il a bien fallu le transporter dans le taxi ! Mais alors, comment se fait-il que Bajot prétende que le jeune homme est monté seul dans la voiture ? Ne lui a-t-on pas parlé, pour l'amuser, pendant que les policiers chargeaient Philippe ? Que Bajot se souvienne. Car il ne faut pas oublier que le drame se déroulait fin novembre et qu'à cette époque il fait nuit de très bonne heure. Ou — seconde hypothèse — Bajot n'a-t-il pas été mis en demeure par la police de faire les déclarations qu'il a faites ? On comprend qu'il ait obéi, la police étant une de ces forces qu'il n'est pas toujours prudent de combattre.

Mais, d'une façon ou d'une autre, Bajot doit parler aujourd'hui. D'une façon comme d'une autre, il n'a été dans l'affaire qu'une victime des policiers qui l'ont terrorisé ou mystifié.

Mais il ne faudrait pas que l'Action française se figure qu'elle pourra continuer sa campagne de mensonges, parce que notre attention est attirée vers un autre côté et que tous nos efforts s'appliquent à démasquer la police. En effet, hier, l'Action française avance : « Une autre remarque est à faire : l'avocat choisi par Bajot est connu comme un collaborateur du Libéraire et un familier de la Berton. Derrière Bajot qui, jusqu'ici, s'était prétendu étranger à ce milieu et indifférent à la politique, ce serait donc la bande de la rue Louis-Blanc qui essaierait d'intervenir dans l'instruction. »

Ici, nous opposons le démenti le plus formel à ces insinuations : M. Maurice Paz, défenseur de Bajot, n'a jamais collaboré au Libéraire et n'a jamais appartenu aux milieux anarchistes, de quelque façon que ce soit.

Et, certes, nous n'avons pas besoin « d'essayer d'intervenir dans l'instruction ». Notre rôle y est déjà assez grand : c'est celui d'accusateurs...

Georges VIDAL.

La belle série continue...

Après celles de ces jours derniers, on annonce l'évasion du bague de Sas Raymond, dit Garcia, né le 17 novembre 1897 à Bordeaux, l'un de ceux qui tentèrent de s'emparer de la caisse du percepteur de Cette (Hérault) et tuèrent un policier lancé à leur poursuite.

Raymond Sas avait été condamné à mort par la cour d'assises de l'Hérault, puis renvoyé par suite de cassation de l'arrêt devant la cour d'assises des Pyrénées-Orientales qui l'avait condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Espérons qu'il saura échapper aux policiers.

Les Grévistes contre les policiers et les jaunes

La grève des ouvriers et employés des maisons d'alimentation qui se déroule à Reims depuis le début de la semaine dans un calme relatif, a été marquée cet après-midi par de vifs incidents. Des groupes de grévistes ont parcouru la ville en manifestant et en exigeant la fermeture de toutes les succursales. Ils ont arrêté plusieurs voitures chargées de ravitaillement. Un camion chargé de vin qui sortait de la gare de la petite vitesse a été attaqué par les manifestants qui ont enlevé la magnéto du véhicule, déchargé les caisses de vin sur le quai et brisé les litres. Un autre chauffeur a été obligé d'abandonner sa voiture.

L'un des grévistes, nommé André Herbelot, âgé de dix-neuf ans, a été arrêté et conduit devant le tribunal correctionnel qui siégeait à ce moment, et où il a été condamné pour entraves à la liberté du travail et violence, à quinze jours de prison et seize francs d'amende.

Dans la soirée, M. Brissac, préfet de la Marne, est arrivé à Reims, et a eu une entrevue avec les délégués des patrons et des ouvriers. A l'issue de cette réunion, il a décidé la fermeture des maisons d'alimentation.

Des renforts de gendarmerie sont arrivés ce soir à Reims.

Ainsi on se prépare à brimer nos camarades de Reims et à briser leur grève. Déjà un jeune gréviste a été tué en prison. Demain ce sera le tour des autres. Il faut qu'une protestation générale fasse cesser un tel état de choses.

Manifestation à Versailles

L'Union des Syndicats de Seine-et-Oise avait organisé à Versailles, hier matin, une manifestation contre la vie chère.

Les travailleurs ont parcouru les principales rues de la ville, et manifesté leur mécontentement par un défilé imposant. Il n'y a pas eu d'incidents.

PARMI LES LIVRES

Je viens de lire — de dévorer plutôt — un livre de guerre. En 1923 ? me direz-vous. Oui. Mais ce n'est pas le livre d'un *Ecrivain combattant*, il n'y a ni préface du maréchal Pétain, ni collaboration de Marcel Sauvage, ni fourragères, ni croix de Guerre. Et le titre, à lui seul, est déjà un symbole bien clair. Plus de *lions* crucifiés ou cocufiés, ni de héros, ni de poilus. Le *Vallet de gloire*, de Joseph Jolimon (Rieder, éditeur).

Des fragments parurent dans *Clarté*, dans *Europe*, fort attirants. Je demandai le volume à l'auteur (car, je ne sais pourquoi, parmi les éditeurs, Rieder et Cie sont parmi les plus chiches pour les services, je l'ai déjà indiqué ici même, à propos des livres de Baillon, et j'ai dû demander aussi à J. Galzy ses *Allongés* dont je vous parlerai un de ces jours).

Enfin, le *Vallet de gloire* me parvint. Et tout de suite, en coupant les pages, je fus pris, je lus le livre sans tarder.

Un bouquin qui rappelle un peu les *Clavels* de Léon Werth — ce n'est pas un mince éloge pour qui connaît ces deux chefs-d'œuvre de notre littérature de guerre — quelques nuances cependant. J. Jolimon avait écrit auparavant le *Jeune Athlète* que je regrette de ne pas connaître. Il est plus sportif, plus sensuel, plus jeune de corps et d'esprit que Werth, moins philosophe peut-être. Et cependant ni le mysticisme révolutionnaire de Barbusse, ni la mystique patriotico-pacifiste de Dorgelès. Ou alors, quand il s'y abandonne parfois, aussitôt il dissèque, analyse, critique ses gestes, ses paroles, ses pensées. Le *Vallet de gloire* donne l'impression d'un être jeune, vibrant, curieux de sensations.

Peut-être un peu trop littéraire parfois. Cette tragédie à écrire, dont il nous parle souvent, finit par agacer. Et je trouve qu'il oublie un peu trop Madeleine pour ses cahiers. Des passages du bouquin crispent un peu parfois.

L'arrière fumait une grosse pipe d'attente... Il grinça des dents comme si on lui eût fait manger de la laine...

Les râteliers d'armes ricaneurent... Les poteaux télégraphiques sautaient au garde à vous...

Un bosquet de bouleaux jouait au feu d'artifice...

Mais aussi bien souvent le sujet l'emporte et le style disparaît, fidèle serviteur. Ce sont alors, supérieurement décrites, la bataille de la Marne, la première permission, une patrouille et surtout cette mutinerie de Coevres, si criante de simple et pathétique vérité.

Outre ces chapitres remarquables, le livre fourmille d'ailleurs de tableaux non moins réussis et de trouvailles fort justes :

Ils s'amaient virent des journées historiques avec leur âme de tous les jours...

Les corridors s'ouvraient comme des boîtes sonores, les chambrées comme des latrines...

On rencontrait des familles blêmes sous d'informes paquets. Une femme suivait un vieillard. Une autre femme caressait un enfant criant de colère. Entre deux longs murs se rangeaient deux lignes d'arbres russellais.

L'eau pleurnichait dans une gouttière. Un phare d'auto éclaira en tournant des mouvements d'épaules peureuses et fit jaillir une maison d'angle qui s'allongea au cube dans le faisceau lumineux. Ensuite la nuit fut dense...

« Le surlendemain, bleu et rouge, une moustelle sur le ventre, pourvu de biscuits et de cartouches, affecté au 2^e bataillon, 2^e compagnie, 2^e escouade, submergé mais reconnaissable, assez content du sergent, observant les cuisines et souriant à la décision qui dirigeait son régiment vers des cantonnements de campagne, Claude Luvant. »

«...D'abord changer de chaussettes trouver une gamelle, pouvoir me chauffer au train de combat, dormir. Ensuite, lutte corps à corps, si tu veux, même à deux contre un, mais sans arme. J'aime mieux la vie que la France, c'est plus fort que moi. »

Gloriat l'interrompit : « Le lieutenant vient de dire qu'on est d'avant-poste ce soir. »

Le couvercle de la nuit retomba là-dessus. »

Claude, s'agenouillant de pitié, trouva un sac de vivres contenant six louis et une médaille de saint Benoît.

« Savoir le nom de ce pauvre type. Son livret ? »

— En voilà un qui dévalise les morts, crièrent deux chasseurs en se précipitant sur lui. Il se sauva, il se sauva. »

Eux, ils rient, s'approchèrent, s'emparèrent de l'or et visitèrent d'autres morts, prestement.

« Se plaindre, au moment qu'on accepte, est bête. Supporter la capote de deuxième classe et s'irriter d'un adjudant, de même que tolérer l'obus et interdire la balle retournée, c'est vouloir faire pleurer de rire un homme homme. »

etc., etc., etc.

Il faut se limiter. Mais tout de même je veux encore citer le paragraphe final :

« J'arrive au milieu de ma vie encadré de gendarmes, ma jeunesse fut un esclavage, la moitié de ma génération est morte. Il en reste un levain de révolte. Nous chamboulons avec tenacité ces régimes qui tuent les uns et enrichissent les autres. Leur puissance nous enjoint de nous consacrer. Il faut élever les individus et agir dans les âmes et dans la rue, impératif, catégorique. »

Je ne veux point imiter ici Marcel Azais qui, dans les *Essais critiques*, proclame tout de go que l'accord se fera un jour, que le valet de gloire ne se résoudra pas à être un valet d'anarchie, et que J. Jolimon deviendra royaliste. Voire !

Et puis que nous importe, au fond ! On peut être libéraliste ou royaliste et pondre des bouquins détestables. On peut aussi accoucher d'un bouquin remarquable.

Et le *Vallet de Gloire* en est un. Incontestablement.

Maurice WULLENS.

P. S. — Enfin reçu les bouquins de Jacques et de Millet. J'ai relu de celui-ci *Sixte Bouffarel* et la *Fantasmagorie* parus en feuilleton à l'Humanité. Je crois aux temps où Millet avait les faveurs de la maison. Depuis, trop indépendant... J'ai relu *La Chèvre* parue dans *Les Marges* et *L'autre Faust* que publient *Les Humbles* de janvier. J'ai lu ce *Songe phallique* qui m'est cordialement dé-

dié. Et surtout cette *Lanterne* qui ouvre le recueil et qui restitue si bien l'atmosphère du Bion de cette humble maison au bord de la mer, où vit Millet, entre sa compagne et son Claude charmant. Et *Le Déserteur*, que Vidal a cité en partie. Je les relirai encore, ces contes merveilleux, pleins de soleil, de lumières, d'odeurs, où la mer, les rochers, les oliviers et les monts de l'Estérel défilent en fresques magiques. La belle évasion, loin de ce pays noir et triste, loin des réalités quotidiennes.

Quant aux poèmes de Jacques, je tiens à répéter encore que les mots expriment trop mal mon admiration. Lisez-les vous-mêmes !

M. W.

Vous avez encore QUATRE JOURS

Amis Lecteurs, pour adresser à notre administrateur les

5 FRANCS du "Libéraire"

Feuilles éparés

Une adhésion nouvelle au Parti Communiste est sans doute aujourd'hui chose assez anormale, puisque chacune de celles ayant quelque importance vaut aux lecteurs de l'Humanité une présentation élogieuse de converti de marque. Après tout, c'est humain et chaque parti ou secte a le droit légitime de s'enorgueillir de recrues représentatives.

André Marty a donc pris à tâche de broser un portrait du camarade Georges Wallet, ex-mutin de la mer Noire. Il était mieux qualifié que quiconque pour mener à bien cette besogne délicate et il a su mettre en lumière le haut caractère de Wallet en rappelant certains actes de courage et de solidarité de l'ancien marin. C'est, ma foi, une belle conscience et un fier révolté.

Et le citoyen Marty se félicite surtout de l'adhésion de Wallet pour la joie qu'éprouveront les camarades restés dans les bagues militaires « quand ils apprendront l'entrée en lice d'un nouveau champion de l'amnistie ».

Allons, tant mieux ! Mais nous ne savons pas encore, et c'est fort aimable au citoyen Marty de nous le révéler, que pour être sacré champion de l'amnistie il fallait adhérer au Parti Communiste. Et nous ne soupçonnons point que là seulement fut la lice.

Diabole ! D'autres hommes que les communistes, pourtant, et ailleurs que chez eux, bataillaient depuis longtemps avec ardeur, persévérance, conviction et dévouement pour la libération de tous les prisonniers.

Il est vrai qu'ils ont une excuse pour être inconnus de Marty : ils ne sont pas des champions. C'est peut-être heureux pour eux, car André Marty en est un, lui, et un grand !

Mais quel singulier champion de l'amnistie que celui qui rabaisse à d'étroites considérations de parti une cause si grande. C'est cependant l'attitude actuelle du champion Marty envers Jeanne Morand.

Celle-ci, on ne l'a pas oubliée, fit pendant onze jours la grève de la faim pour solidarité avec Marty pour qu'il pût bénéficier d'une suspension de peine lui permettant d'apporter le réconfort de sa présence à sa vieille mère mourante. Et Marty eut gain de cause. Il eut le bonheur inappréciable d'adopter les derniers instants de sa maman, de la voir mourir presque heureuse...

Dans une situation absolument identique, Jeanne Morand lut désespérément depuis un mois et demi pour obtenir la faveur qu'obtint Marty... un peu grâce à sa solidarité. Et elle en est à son treizième jour de grève de la faim.

Des hommes de toutes les opinions ont appuyé selon leurs faibles moyens la courageuse jeune femme. Plus que tous les autres réunis, un appui eût pu être décisif : celui de Marty. Et seul de tous les intéressés, le principal intéressé s'est tu : André Marty n'a pas bronché.

Le geste de Jeanne Morand à son égard lui a été rappelé ici même publiquement : pas un mot. Jeanne Morand elle-même le lui a remémoré : quelques lignes pour s'excuser de ne pouvoir rien faire pour elle, le journal du Parti n'acceptant pas toute sa copie...

Quelle misère, ces champions ! Après avoir été des héros, ils se conduisent comme des lâches !

Pourvu, grand Dieu ! que le camarade Georges Wallet, nouveau champion, ait plus de cran dans la lice ! Pourvu qu'il ne devienne pas, comme le citoyen Marty, un... drôle de citoyen sans courage civique et sans solidarité révolutionnaire.

Marcel TOUNEY.

Samedi 8 Mars à 20 h. 30 très précises

Salle Adyar, 4, square Rapp (Métro : Ecole-Militaire)

Représentation théâtrale AU PROFIT DU "LIBÉRAIRE"

« Art et Action » interprétera

LILULI de Romain Rolland

drame satirique en trois parties

Avec les chœurs de Honegger et les amateurs en blanc et noir de Francis Mase reel.

Des cartes sont en vente à la Librairie Sociale, au prix de 3 francs.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Je ne connaissais pas la caserne. C'est-à-dire que je ne connaissais que trop ces vastes bâtiments, sortes de cloîtres, où l'on enferme pendant de longs mois les jeunes hommes pour leur apprendre le noble métier des armes, ou, si vous aimez mieux, les meilleures méthodes pour tuer plus sûrement son prochain, la caserne, ce « lieu contaminé », cet ignoble laboratoire dans lequel l'homme « se transforme en assassin ».

D'avray, auquel j'emprunte ces termes, au temps lointain de ma jeunesse, chantait :

Il nous faut en finir de ce militarisme, Esclavage imposé, source de crétinisme.

Hélas, l'antimilitarisme de ce temps a fait son temps.

L'antimilitarisme d'aujourd'hui n'a plus pour objet de supprimer le « métier » militaire, mais de lui donner une autre forme... « prolétarienne ! »

Je disais : « Je ne connaissais pas la caserne », c'est vrai !

La Caserne, c'était un journal antimilitariste... édité par les jeunes gens communistes.

A sa lecture, j'ai compris combien étaient sincères les protestations de ses rédacteurs qui furent traités devant les tribunaux et condamnés pour propagande anarchiste.

Ah ! nous sommes loin, très loin même, de cette faumaise A. I. A. (Association Internationale Antimilitariste) dont Miguel Almeréyda fut en France l'ardent propagandiste.

La formule était alors « pas un homme, pas un sou pour le militarisme ». On ne spécifiait pas pour le militarisme bourgeois. On ne pouvait même admettre qu'il puisse s'en trouver un autre ! C'est que la guerre n'avait pas encore produit ses effets désastreux. On s'enthousiasmait encore pour un idéal de justice, sans chercher à monnayer son effort, on s'indignait de tout son être contre une trop flagrante iniquité ; derrière le cercueil d'Aernout, assassiné par les chaouchs, on allait à 300.000, en acclamant Roussel !

On ne sautait pas d'un pied léger, et d'une conscience idem, d'un état-major dans l'autre. Vaillant-Couturier n'était pas encore enfant de chœur ! On aurait arraché alors, à la férocité des gouvernants, la liberté de Jeanne Morand !

Ah ! les premiers Mai d'antan !... On trinquait certes, mais on se rebiffait, et comment !

Tristes, tristes politiciens, qui avez brisé ce ressort merveilleux, qui avez jeté le doute dans des esprits jadis si prompts à répondre aux appels de justice et de fraternité humaines !

Tristes panfils, dont les arimaques n'inspirent même plus le dégoût, et qui osez parler au nom d'un prolétariat que vous avez rendu sceptique !

Révolution sociale, antimilitarisme, autant de mots qui ont perdu leurs véritables significations !

Que réclame La Caserne, journal « antimilitariste » ?

Tenez-vous bien ! D'abord le droit pour la classe 22 de voter aux prochaines élections.

Il est bien entendu que ce droit comporte pour les troupes le devoir de voter pour les candidats communistes ! Je n'insisterai pas !... Ensuite, je vois cette revendication formellement antimilitariste : « La vie est chère pour les soldats aussi, qu'on leur donne vingt sous de prêt par jour ! »

Pourquoi pas vingt francs, pourquoi pas cent francs ? Voilà qui ferait marcher le commerce des bistrot communistes et des tenanciers de maisons closes.

Et dire qu'on arrête pour « propagande anarchiste » des gens qui ont un tel souci du bien-être du soldat et de ceux qui en vivent. C'est inimaginable, et nous ne pouvons que protester contre une aussi flagrante incompréhension de la part des juges bourgeois !

Mais soyez tranquilles, la répression n'empêchera pas cette utile propagande de se continuer. Je lis en effet : « Et nous continuerons tant que les fils d'ouvriers et de paysans incorporés dans la « grande famille » auront à se plaindre ». Après cela on peut tirer l'échelle !

Dans notre canteen, nous croyions que la chose dont on pouvait le plus se plaindre, c'était d'être soldat. Nous nous trompions ! Les fils de prolétaires n'auront plus à se plaindre lorsqu'ils seront les soldats de l'armée rouge, et qu'ils auront vingt sous de prêt par jour !

C'est ça le nouvel antimilitarisme ?... Merde !

Pierre MUALES.

Justice immanente.

Bénissons les gazettes qui, en ces temps parfois et tristes, nous procurent parfois de bien douces joies ! Aussi, épinglons avec le sourire cette agréable nouvelle que nous apprennent avec indignation les grandes feuilles faiseuses d'opinion :

Un « honorable » filic du 13^e arrondissement, rentrant en sa tanière après son « travail », constata douloureusement qu'il avait été mis en l'air tout comme un vulgaire particulier. Un irrespectueux partisan de la reprise individuelle avait opéré et la bourrique se trouvait dépossédée de 4.000 francs et de divers objets.

Affolé, notre filicard courut alerter ses congénères qui, aussitôt se mirent en campagne à l'effet d'appréhender le malandrin qui, en l'espèce, se doublait d'un iconoclaste des plus dangereux.

Faisons des vœux pour que courre longtemps encore le sympathique cambrio. Et qu'il trouve ici nos félicitations pour son « flair » remarquable. En travaillant chez de pareils clients il est bien assuré de ne point faire d'innocentes victimes.

Et ceci nous rappelle une savoureuse histoire :

Un bon roussin, marié à une gentille petite femme, à l'âme sentimentale et au cœur incandescent était sganarelisé comme pas un et n'ignorait rien de son infortune. Toutefois, en serviteur vigilant et consciencieux de la loi et de la propriété,

esclave d'une discipline inexorable, il continuait chaque nuit à veiller sur le bien des autres tandis que son heureux rival assurait le bon entretien de son bien propre.

Rongéant son frein en silence, notre cocu passait et repassait devant les fenêtres de son propre logis, veillant sur le sommeil et sur les amours coupables de son épouse et de son illégitime partenaire.

Lequel parmi vous, amis lecteurs, pourrait plaindre ces piliers de l'ordre social lorsqu'ils se trouvent lésés par des mésaventures de ce genre ?

○○○

Eux aussi !

Les syndicats « libres » de Roubaix-Tourcoing se sont réunis, et se sont presque comportés comme des syndicats... « rouges ».

« Le rapporteur n'a pas caché la crainte que la hausse ne suscite des difficultés sociales et il se plut à faire ressortir que l'ouvrier faisait seul ou à peu près les plus grands frais des difficultés financières actuelles. »

Différents vœux furent adoptés : 1^o les communes doivent subventionner les caisses de chômage des syndicats ; 2^o les allocations familiales doivent être obligatoires ; 3^o défense de toucher à la loi de 8 heures ; 4^o assurances sociales à bref délai ; 5^o repos hebdomadaire appliqué.

Voilà les « libres » aussi rouspéteurs que nous. Pourvu qu'ils persévèrent dans cette noble attitude !

Grand dieu, où allons-nous ? Au fait, ne pourrions-nous pas faire « un bout de chemin ensemble » ? La C.G.T.U. pourrait y déléguer Gaston, il trouverait certainement des vieilles connaissances et le contact serait plus facile.

La Vie des Lettres

Les bons points

Hier a eu lieu la distribution solennelle des récompenses aux littérateurs qui avaient été bien sages et bien laborieux depuis quelque temps. Aux plus jeunes on a donné de petits rubans qui ornent désormais les revers de vestes. Aux plus âgés, on a donné une cravate. Ainsi va la vie.

A dix ans, l'on vous donne des bons points, à trente ans des palmes, à partir de quarante, un morceau d'étoffe rouge qui traîne s'agrandissant indéfiniment.

Et le plus drôle — ou le plus triste — c'est que le septuagénnaire est aussi heureux en recevant son bout de ruban que le bambin en recevant son bout de carton...

MM. Gustave Lanson et Jean Richepin ont été nommés commandeurs de la Légion d'honneur. Ironie ! Qui se serait jamais douté, au temps de la Chanson des Gueux, que le bohème Richepin accepterait, aux côtés de Gustave Lanson, la rigide critique, une cravate rouge !

Une cravate rouge, ça ressemble tellement à un lion !

~~~~~

PETITES NOUVELLES : — Mardi, à 20 h. 45, soirée consacrée à Paul Verlaine, au Caméléon, 241, boulevard Raspail. M. Robert de Jarville parlera de Verlaine, de sa famille, de sa vie et de son œuvre. Des poésies de Verlaine mises en musique, par Claude Debussy, Gustave Charpentier, Reynaldo Hahn, seront chantées par Mlle Claude-Andrée Noël. Les uns et les autres, un acte en vers de Verlaine, sera interprété par MM. R. de Jarville, André de la Tour, Liéon Constantini et Mlle Claude-Andrée Noël.

— Paris-Soir annonce que l'hebdomadaire qui devait sortir bientôt sous le titre : *Le Blanc et le Noir*, s'appellera simplement : *Candide*. Collaborateurs principaux : Mme Gérard d'Houville et MM. Tristan Bernard, Henri Duvernois, Sacha Guitry, Eugène Marsan, Louis Léon-Martin et Léon Treich.

On prévoit le premier numéro pour le 15.

Georges VIDAL.

## Où aller ce soir ?

### Théâtres lyriques

OPERA. — 20 h. : Falsaff ; Taglioni chez Musette.

OPERA-COMIQUE. — 20 h. : La Tosca ; Le Petit Elle ferme l'œil.

VAUDEVILLE. — 20 h. 30 : Ciboullette.

TRIAXON-LYRIQUE. — 20 h. 30 : Les Mousquetaires au couvent.

Georges VIDAL.

## Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANÇAISE. — 20 h. 45 : L'Abbé Constantin.

ODEON. — 20 h. 30 : Tartuffe ; On ne saurait passer à tout.

THEATRE CORA-LAPARCERIE. — 20 h. 30 : Plus que Reine.

VAUDEVILLE. — 20 h. 45 : Après l'Amour.

NOUVEL-AMBIGU. — Matinée : Le Grillon du foyer ; Soirée : Les Coeurs sans pitié.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — 20 h. 30 : Amédée ; Knock.

THEATRE DES ARTS. — 21 h. : Deux Hommes, une femme.

VIEUX-COLOMBIER. — 20 h. 45 : L'imbécile ; La Locandière.

MONTMARTRE-ATELIER. — 20 h. 45 : L'Eventail ; L'Occasion.

ALBERT-LE (troupe du Canard sauvage). — 21 h. : Coq d'or.

THEATRE DES MATHURINS. — 20 h. 45 : Ce que Femme veut.

### Cabarets artistiques

LES NOCTAMBULES. — Tous les soirs, à 21 heures : « Les As » de la Chanson ; Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jacques Ferry, Jack Cazal, Noël-Noël, Paul Groffe, Raymond Bartel, Eugène Rosi.

« En chasse », revus. — Dimanches et fêtes, matinées à 15 heures.

LE CARILLON. — A 21 h. : La Revue.

LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel). — 21 heures : Les chansonniers Jean Rieux, de



# A travers le Monde

## CE QUI SE PASSE

M. Mac Donald, premier ministre de S. M. George V, a envoyé une nouvelle lettre à M. Poincaré, qui s'est empressé de répondre à son confrère britannique.

Malgré le ton amical des deux missives, il est facile de découvrir, entre les lignes, les divergences profondes qui séparent les politiques des deux chefs d'Etat et les dangers qui menacent l'Europe.

Mac Donald prétend que les différends et les querelles du passé n'étaient pas absolument inévitables et entend examiner à nouveau le problème dans ses grandes lignes. Ce qui ne l'empêche pas de déplorer plus loin la course aux armements de la France, qui est, selon lui, une crainte et un danger pour l'empire britannique, et il s'élève, en outre, de l'appui que la république donne à l'organisation militaire des nouveaux Etats de l'Europe centrale.

C'est ainsi qu'il est advenu que la population de notre pays regarde avec inquiétude ce qui lui semble être la détermination de la France de ruiner l'Allemagne et de dominer sur le continent, sans avoir égard à nos intérêts raisonnables et aux conséquences futures sur le règlement des affaires d'Europe : c'est ainsi qu'ils ressentent un sentiment d'appréhension devant les grands effectifs militaires aériens entrepris non seulement dans la France de l'Est, mais aussi à l'Ouest ; qu'ils sont troublés par l'intérêt témoigné par votre gouvernement à l'organisation militaire des nouveaux Etats de l'Europe centrale ; et finalement ils se demandent pourquoi toutes ces formes d'activité reçoivent l'appui financier du gouvernement français, sans tenir compte du fait que le contribuable britannique doit trouver jusqu'à trente millions (30 millions de livres sterling) pour servir l'intérêt d'emprunts levés en Amérique et que nos contribuables doivent aussi verser de larges sommes pour payer l'intérêt de la dette que la France nous doit, alors que de son côté la France n'a ni fait, ni proposé pour cette dette, autant qu'ils le savaient, un sacrifice équivalent au leur.

Et Mac Donald continue en assurant que le peuple anglais aspire autant que le peuple français à la sécurité, non seulement de la France contre l'Allemagne, mais dans un esprit beaucoup plus large, dans l'esprit du ministre anglais, c'est tout le problème européen qui intéresse également l'Angleterre et l'Allemagne, la Pologne et la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Yougoslavie, la Russie et la Roumanie, l'Italie et la Grèce.

Et c'est dans l'espoir d'apporter un remède à la situation de l'Europe, que M. Mac Donald demande à Poincaré de bien vouloir renouer des relations amicales avec l'Angleterre.

Evidemment, sur le même ton de courtoisie, le président du conseil français a fait sentir à son confrère d'outre-Manche qu'il n'avait nullement l'intention de changer sa politique, qui jamais n'a été provocante, mais simplement mal comprise par les adversaires de la France.

Et, avec son habileté diplomatique, Poincaré rejette la balle que lui avait lancée Mac Donald à propos des armements.

Parmi les erreurs d'appréciation que commet à notre égard une partie de l'opinion britannique, celle qui nous paraît la plus incompréhensible et qui nous attriste le plus est celle qui a trait à nos armements militaires. Y a-t-il vraiment des Anglais qui supposent que la France puisse faire des préparatifs fratricides contre leur pays ? Nos établissements militaires ou aériens sont exclusivement destinés à nous défendre contre les tentatives de revanche germanique. Nous avons assez souvent subi l'invasion pour être forcés de nous prémunir contre elle. Si ces établissements sont disséminés sur tout notre territoire, c'est parce que notre organisation administrative et les besoins de notre mobilisation ne nous permettent pas de les concentrer dans l'Est. Mais notre armée et notre aviation ne sont pas plus un signe de défiance vis-à-vis de l'Angleterre que la flotte aérienne et maritime britannique n'est, dans notre pensée, une menace pour la France.

Il semble donc que MM. Poincaré et Mac Donald sont d'accord pour assurer la paix en Europe, mais comme chacun d'eux persiste à croire que seuls ils prennent la bonne route, lorsqu'ils seront las de discuter par écrit et oralement, sans d'ailleurs se convaincre, ils entraîneront leurs peuples dans de sanglantes batailles pour démontrer par la force brutale leurs désirs de paix mutuels.

Car, aujourd'hui, cela peut paraître paradoxal, l'on ne se bat plus que pour le droit, la liberté et la paix.

Et le bon peuple absorbe toute cette démagogie, sans protester, heureux de son sort. Il se fera massacrer, demain, comme hier, entraîné par des phrases ronflantes, et malgré l'exemple du passé, il ne se sentira pas le courage de se révolter contre les matrones qui l'entraînent à l'abîme. C'est triste.

## ÉTATS-UNIS

### L'EXPLOSION

#### DE L'USINE D'AMMONIAQUE

L'usine dans laquelle s'est produite l'explosion s'occupe de transformer en engrais les explosifs achetés au gouvernement depuis la guerre et qu'on extrait des obus qui n'ont pas servis.

On croit maintenant que plus de 30 personnes ont été tuées. Toutes les maisons du voisinage ont été détruites et sont maintenant embrasées de sorte que 150 ouvriers sont sans abri. L'explosion a incendié même les arbres d'une forêt voisine. Cet après-midi le lieu de l'explosion ressemblait à un vaste puits embrasé. On doute que l'on puisse retrouver les cadavres de beaucoup de victimes. La foule se presse sur les hauteurs voisines pour assister au spectacle de la lutte des pompiers contre les flammes.

Les obus qui n'ont pas eu l'occasion de tuer pendant la guerre trouvent ainsi le moyen de remplir leur sinistre mission. Où sont les responsables ?

## BELGIQUE

### Les Anciens combattants contre la vie chère

Dormez tranquilles bons bourgeois français, ce n'est pas en France que les anciens combattants se révoltent contre la vie chère. Dans notre douce république, les anciens combattants, qu'ils soient blancs ou rouges, se contentent de voter des ordres du jour, et de servir de troupeau aux partis politiques en quête d'électeurs.

C'est en Belgique, à Malines, que de vifs incidents se sont produits sur le marché public, où les petits et gros marchands étaient d'accord pour « estimer » le plus possible le pauvre consommateur.

Mais depuis le temps que l'on serine aux oreilles du peuple qu'il s'est battu pour le Droit et la Liberté, il a fini par le croire et, devant la prétention toujours croissante des affameurs, la section locale de la Fédération nationale des Combattants lançait un appel à ses adhérents, les invitant à s'associer à une manifestation contre la vie chère.

A 10 h. 30, les anciens combattants, au nombre de deux cents, et autour desquels des particuliers étaient venus se grouper, se rassemblaient place de la Station, musique en tête et drapeau au vent. Le cortège s'est dirigé vers le centre de la ville, distribuant à profusion des pamphlets. La colonne a occupé le marché aux beurres, la police assurant le service d'ordre ayant été débordée.

Les manifestants ont entouré alors le marché et les cultivateurs ont été obligés de mettre le beurre en vente aux prix fixés. Des incidents se sont produits. Certains marchands ont tenté de rompre le cordon des manifestants, mais ils ont été ramenés dans l'enclos. Bref, le contrôle du marché est passé, d'une façon absolue, entre les mains des anciens combattants.

Un revendeur de la frontière hollandaise avait acheté cinquante kilos de beurre à trente-deux francs et l'avait déposé dans un cabaret voisin du marché. Les anciens combattants ont fait main basse sur ce stock. Ils ont remboursé le vendeur à raison de seize francs le kilo et le beurre a été offert au public.

A 11 h. 30, les anciens combattants ont tenté de renouveler le même coup contre un autre local où des beurres avaient été déposés, mais la police est intervenue à temps pour empêcher l'assaut de l'établissement.

L'effervescence s'est prolongée très tard. Heureusement que la police était là, sans quoi, grand Dieu, comment cela aurait-il fini ?

Est-il permis à des anciens combattants d'être exigeants ? Il est vrai que cela se passe en Belgique. Ce n'est pas en France que Binet-Valmer aurait accepté que les membres de la Ligue des chefs de section prennent une telle initiative.

Ce n'est pas en France que Vaillant-Couturier aurait autorisé les membres de l'A. R. A. C. à demander la diminution du prix du beurre. Ah non ! Le beurre ? mais il en délient l'assiette, ce brave Couturier, et il entend la garder.

Mais ces Belges, voyez-vous, ils ne comprennent rien, et au lieu de se réunir en de vastes salles pour écouter des orateurs accrédités qui ont fait leurs preuves, ils préfèrent se livrer à une détestable action directe.

Tristes gens et tristes mœurs, n'est-ce pas Monsieur Marcel Cachin ? En Russie l'on ne permet pas ça, en France non plus du reste, et l'on a raison sans doute.

Nous, anarchistes qui sommes des anormaux, une sympathie étrange nous attire vers ces hommes, qui ont compris qu'ils ne peuvent rien attendre du parlementarisme périmé, et nous sommes certains que le geste des anciens combattants de Malines aura plus d'influence en Belgique que toutes les mesures prises en France par Chéron et son dictateur Rimbert.

Mais nous sommes des fous dangereux, bien entendu.

## PORTUGAL

### SECOURS SISMIQUE

Lisbonne, 2 mars. — Des mouvements sismiques qui n'ont causé aucun dégât ont été enregistrés dans la matinée.

### Groupement de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie

Le Groupement de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie, organise, aidé par un certain nombre d'organisations syndicales.

### Un grand Meeting de protestation

qui aura lieu à l'Hôtel des Sociétés Savantes, rue Danton, le jeudi 6 mars, à 20 h. 30.

A ce meeting prendront la parole : G. Guiraud, de l'Union Confédérée des Syndicats de la Seine. P. Besnard, du Comité de Défense Sociale.

G. Yvetot, ancien secrétaire de la C. G. T. B. Broutchoux, de la Minorité des Métaux C. G. T. U.

A. Savoie, de la C. A. de la C. G. T.

Ghazoff, Chevalier, Gaudeaux.

députés en Russie, à différentes reprises.

Tous ces orateurs apporteront une documentation irréfutable sur les méthodes de Terreur employées par la Tchéka. Ce meeting sera présidé par Pommier, du S. U. B. et du Comité de Défense Sociale, assisté par Cordier, de la Fédération Confédérée du Bâtiment et de Haussard de l'Union Anarchiste Universelle.

## En lisant les autres...

### Les accusations de Léon Daudet et les vraies responsabilités policières

Dans le Journal du Peuple, Jean Madelaigue consacre une étude très complète, très documentée, à l'affaire Philippe Daudet. Représentant point par point les accusations du directeur de l'Action Française, il les analyse avec logique et finesse.

Voici un des passages les plus intéressants :

Ce n'est pas M. Marlier qui est en question dans cette pénible affaire, c'est toute la police dont les méthodes exécrables chaque jour poussent à la mort des malheureux. Une main qui étreint, voilà ce qu'elle est, une terrible main, la plus puissante, la plus surnoise et la plus impitoyable.

Il nous déplaît, sur le cadavre d'un jeune homme de quatorze ans qui fut un irresponsable, de rechercher des responsabilités. Mais cela est indispensable pour ramener l'affaire à ses justes proportions.

Les causes du suicide de Philippe Daudet ne sont pas obscures. Il ne faut point être grand psychologue pour les imaginer.

Tout d'abord et en premier lieu, voici M. Daudet et le milieu d'« Action Française ». C'est pour lui le milieu et son père même, qu'il commence de juger, que Philippe Daudet s'évade. Responsabilité du père. Responsabilité terrible déjà.

Puis voici Le Flautier, le mouchard, artisan capital de la mort. Le mouchard a un œil partout, le papier et la plume de la délation toujours prêts, le parler du téléphone toujours décroché. Il sinue dans nos milieux comme un serpent, masqué de loyauté et érucant l'extrémisme outrancier. C'est lui qui pousse à l'assaut contre les bastilles pour mieux en refermer les portes sur les nafs qui l'ont suivi. C'est le traitre dans tout ce que ce mot a d'abject et de répugnant. Le Flautier, qui accueille Philippe Daudet, le fait parler et le dénonce, est un type très représentatif de cette race d'hommes. C'est sur lui que pèse le cadavre du malheureux jeune homme.

La police arrive. Elle sait, a écrit M. Daudet, que le jeune anarchiste dangereux est Philippe Daudet. Elle n'ignore pas qu'il est armé. Que va-t-elle faire ? L'arrêter ? Elle le doit si son devoir est d'appréhender les gens qui n'ont rien à se reprocher, avant tout commencement d'exécution de leurs menaces. On sait que d'ordinaire elle ne s'en prive point. Mais ici elle n'a point affaire à un pauvre bourgeois sans relations, à un ordinaire gibier de prison. Si elle arrête Philippe Daudet pour menaces criminelles ou port d'armes prohibées, c'est Daudet qu'elle se remet sur le dos. Et elle n'y tient guère. Donc, au lieu de l'arrêter, elle laisse faire par prudence, et cette prudence peut lui être profitable, puis-que le fruit peut mûrir. Philippe Daudet, passer aux actes. Là commence et finissent les responsabilités de la police qui n'a évidemment pas agi comme elle l'aurait fait avec un simple particulier.

Philippe Daudet, accusé de se voir vendu par un homme qu'il croyait être un libérateur — il avait mis son dernier espoir dans l'anarchie — ne voulant pas réintégrer le domicile de ses parents, affolé par la surveillance policière, cette main qu'il sent se refermer autour de lui, monte dans un taxi et, parce qu'on l'a laissé son revolver, parce qu'on ne l'a pas arrêté, se suicide.

Cela est clair tragiquement. Pourquoi M. Daudet, qui n'est pas un sot, tourne-t-il le dos à la clarté ? Nous allons le voir en reprenant sa dernière accusation.

Cela semblait indubitable il y a trois mois. Mais aujourd'hui, Madelaigue, tout nous porte à croire que COMME LÉON DAUDET à croire nous aussi à l'assassinat policier.

M. Madelaigue en vient à la seconde accusation de Daudet :

Philippe Daudet est pris chez Le Flautier. « Sous la terreur », on lui tend une plume, du papier, de l'encre et on lui dicte la lettre : « Depuis longtemps j'étais anarchiste sans oser le dire. » Quand il a écrit, on le supplie, puis on le dévalise et on « réfile » tous ses papiers au « libérateur ».

Il n'est pas douteux que Léon Daudet n'exprime là ses intimes et inavouables désirs. Il n'est pas douteux qu'écrivant cela dans son journal il ne jouisse obscurement. Il n'est pas douteux qu'il trafique du cadavre de son fils pour défendre ses « idées ». Là est la partie fébrile de la plaie. C'est pour se laver de son fils anarchiste qu'il a édité ce roman de concierger. C'est de là qu'il est parti sur le cheval fou de son imagination, le malade. Son fils ne pouvait pas être anarchiste — pour le public. Il fallait donc qu'on lui eût forcé la main. Et c'est pour le public, son public, que Léon Daudet greffait autour de la lettre ultime de l'enfant les membres déformés des autres épisodes. Travail de romancier toujours et de politicien ; point soucieux de devoir de père. Il savait lui, Léon Daudet, et quelques autres personnes avec lui, que son fils le quittait. Il le savait depuis longtemps. Mais tant qu'il le tenait sous sa coupe, que lui importait ? Dans le fond, il se moque bien des idées qu'on lui attribue et qu'il s'attribue. Mais il ne fallait à aucun prix que cela fût connu. Daudet serait alors contraint de retrouver de la dignité et de vociférer sa foi. Cela lui viendrait, d'ailleurs, alors tout naturellement, comme vient au mineur le sentiment de sa noircure quand il remonte de la nuit du puits.

Parut la lettre dans le « Libérateur ». La destinée s'accomplissait. M. Daudet retrouvait sa dignité commerciale. Plus que la balle dans la tête de son enfant désespéré, cette lettre l'atteignit. Elle lui coula sur la poitrine l'équivalent de mauvais père et de mauvais homme. C'était une tâche plus terrible que celle qui maculait les mains de Maché et plus tenace encore. C'était le désaveu de sa vie, le jugement égaré de son œuvre, la marque du dégoût insurmontable du fils pour le père, de son fils pour lui Daudet.

« Depuis longtemps j'étais anarchiste... » A tout prix il fallait effacer cela qui sans cesse renaissait, étouffer ces paroles ultimes qui le maudissaient.

On a vu à quelles stupidités dignes du cabanon M. Léon Daudet est allé pour s'en délivrer.

## DANS PARIS ET SA BANLIEUE

### L'IVRESSE ET SES SUITES

Avant-hier soir, à 22 h. 15, cinq individus ayant probablement bu plus que de coutume faisaient du scandale dans un débit situé 230 boulevard de la Villette.

L'un des consommateurs tira un coup de revolver et blessa Mohamed Ben Achal, 30 ans, demeurant 49 rue Polonceau, qui fut admis à l'Hôpital Saint-Louis.

### INCENDIE

Hier à 15 heures, un incendie s'est déclaré chez M. Prenand, mercier, 44, rue Galland. Les dégâts sont assez importants et l'on ignore les causes de cet incendie.

## La Bataille des salaires

### CHEZ CITROEN

Le mouvement se maintient uni, compact, décidé. C'est un résultat, après quinze jours de lutte, avec des troupes non préparées au début du mouvement.

Après les plaidoiries de la Journée Industrielle en faveur de M. André, voici le réquisitoire de l'Usine contre les grévistes.

Le pluriel satisfait qui pond dans cette honorable revue capitaliste, croit brandir deux arguments irréfutables quand il dit que les salaires sont supérieurs à ceux de 1920, et que la seule façon raisonnable de les augmenter est de... faire des heures supplémentaires. Le raisonnement est si simpliste !

Mais... mais depuis 1920, le franc s'est déprécié, et les salaires, en admettant que le taux n'en ait pas varié, n'ont plus la même capacité d'achat.

Faire des heures supplémentaires ? Au profit de qui ? L'expérience est là, mille fois répétée, que même payé à l'heure ou travaillant aux pièces, l'ouvrier n'a pas intérêt à augmenter ses heures de travail. Les professions à neuf et dix heures sont moins payées que celles ne faisant que huit heures, et aboutissent au chômage — non payé — après une surproduction insensée.

Il y a en ce moment 12.000 chômeurs en France, dont 5.000 à Paris. Pourquoi ne pas procurer du travail à ceux qui en cherchent, avant de demander un effort supplémentaire à ceux qui sont à la peine ?

L'économie nationale ? C'est un joli mot, en effet, mais il est gaulé par les profiteurs, les mercantis, les gaspilleurs du régime actuel, lequel est complètement désaxé. En ce moment, on produit, non pour satisfaire la consommation, mais pour des profits personnels. Quand le système économique sera aux mains des travailleurs, ils décideront de la durée du travail et de l'obligation au travail.

Sans doute, à ce moment-là, le rédacteur de l'Usine, et d'autres, comprendront mieux les besoins de la classe ouvrière. Ceci dit, voici le communiqué du Comité de grève :

Ce matin commence pour nous la troisième semaine de lutte. Le Comité demande à tous les camarades d'être des plus vigilants, et de faire le nécessaire pour appliquer les décisions de l'assemblée générale.

Citroën compte sur notre lassitude, croyant à la rentrée en masse de ses exploités. Lui, le philanthrope, est prêt à nous appliquer la loi du plus fort. Les camarades sauront se rappeler que s'ils sont sortis, ce n'est pas pour rentrer en esclaves !

La lutte est dure par ces temps de vie chère, aussi, c'est avec satisfaction que nous pouvons constater que l'appel de solidarité a été entendu nous permettant ainsi d'élargir les secoues. Que chacun de nous fasse le sacrifice nécessaire. La victoire est à ce prix !

Il faut que ce lundi soit un soufflet à celui qui attend de nous la lâcheté d'abandonner la lutte. Le mot d'ordre doit être : Pas de rentrée ! Serons-nous les coudes ! Tous à l'action, pour que la victoire soit totale ! Allons jusqu'au bout ! Réunion des délégués à neuf heures. Réunion de tous les grévistes à dix heures, salle de la Grange-aux-Belles.

### DANS LA CHAUSSURE

Ce matin, le travail reprend chez Desrois. Ainsi en ont décidé les grévistes samedi après-midi, après avoir obtenu une indemnité de vie chère de 3 francs en plus, et l'affirmation d'une révision et augmentation des salaires par une Commission qui comprendra les délégués d'atelier. Pas de renvoi pour faits de grève. Les camarades de Cosne et de Beauvais ont les mêmes avantages.

Le personnel des maisons qui sont encore en lutte se réunira : ce matin, à 9 heures à l'Utilité Sociale, boulevard Blanqui et salle Garrigue, dans le 18<sup>e</sup> ; cet après-midi, à 15 heures à la Bourse et à la Bellevilloise.

### DANS LE NETTOIEMENT

Nous avons annoncé il y a quelques jours l'agitation qui se manifestait chez le personnel du service de nettoyage de la Ville de Paris.

Ces camarades demandaient que leur salaire journalier soit porté de 24 à 30 francs, que le repos hebdomadaire soit payé ; ils réclamaient aussi la fourniture du vêtement.

Le service du nettoyage est concédé à quatre sociétés concessionnaires. Par esprit de conciliation, les ouvriers étaient disposés à abandonner, momentanément, les deux dernières revendications.

Samedi soir, le syndicat était informé que les quatre patrons s'accordaient que des allocations familiales et des primes de naissance. Mandat était donné au Conseil syndical d'agir avec pleins pouvoirs. La grève générale a été décidée pour ce matin lundi.

### DANS LA COUTURE PARISIENNE

Les ouvrières de la mode se sont réunies samedi soir à la Bourse et ont dénoncé le contrat qui doit expirer à fin mars.

Elles réclament une augmentation de 30 % pour la mode de détail, et de 25 % pour la mode de gros.

Une entrevue aura lieu ce soir à 18 heures entre les délégués confédérés et les patrons.

Ces derniers, dans l'idée d'en « lâcher moins » et de faire mousser les syndicats catholiques, ont fait annoncer, au nom de ces derniers, les augmentations hebdomadaires que voici : 7 fr. 20 pour les premières mains ; 4 fr. 80 pour les secondes et petites mains ; 2 fr. 40 pour les apprenties.

Cela en vertu d'un prétendu accord suivant lequel toute augmentation de 20 points de l'indice du coût de la vie entraîne immédiatement une augmentation de salaire sur les bases ci-dessus. L'indice, qui était de 324 en avril 1923, est passé à 345 en janvier 1924.

La manœuvre est vraiment trop grossière.

### FABRIQUES D'ENVELOPPES

Les grévistes de l'enveloppe ont confirmé samedi matin par un vote unanime leur ferme volonté de continuer la grève cette semaine. Ils ne seront dupes d'aucune manœuvre patronale faite en vue de les

désunir et ils se retrouveront tous et toutes ce matin, à 9 heures, salle Jean-Jaurès, Bourse du travail.

A la réunion de samedi, les grévistes ont salué d'une longue ovation l'arrivée des camarades de la Société Dualis (Peltzer) qui sont venus apporter la collecte du personnel de la Maison se montant à 500 frs. Les délégués des « Papeteries de Paris » apportant une somme de 193 fr. 50 de la part du personnel ont été également chaleureusement acclamés. Ces camarades étaient en outre porteurs d'un don anonyme de 100 francs en faveur des grévistes. Merci à ce généreux donateur. Bien entendu le personnel de ces deux maisons a obtenu satisfaction dès le début de la grève.

Les adhérents du Syndicat du papier-carton ont commencé à apporter les collectes faites dans les ateliers. Nous sommes certains qu'ils ne manqueront pas de continuer leur effort.

Le Syndicat du papier-carton fait appel à la solidarité des autres organisations.

Adressez les fonds au camarade Poincin, Papier-Carton, Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris 10<sup>e</sup>.

### « LE CARBONE » A LEVALLOIS

La Société anonyme « Le Carbone », a lock-outé tous ses ouvriers.

Ceux-ci réclamaient une augmentation de 20 % sur le salaire global de la quinzaine ; ainsi que les mêmes avantages donnés aux employés, après une année de présence à l'usine.

La direction refusa de parlementer avec les délégués et trouva plus rationnel de foutre tout le monde dehors.

On nous informe que le nommé Albert Chomard, délégué du « Carbone » de Levallois a été arrêté à Gennevilliers.

Tous les camarades, renvoyés de l'usine « Le Carbone » protestent contre cette arrestation.

### CORDONNIERS DE ROMANS

Il y a un réveil de la conscience ouvrière à Romans. Les ouvriers du « Pélican » ont obtenu le renvoi du directeur.

Aujourd'hui, le personnel de la maison Debrond demande la réintégration de 15 ouvriers congédiés par le directeur, dont l'un avait fait une souscription à l'atelier à l'occasion d'un décès, les autres pour avoir assisté aux obsèques.

Ce garde-chiourme a déclaré qu'il dresserait les Romanais à raison de 100 francs par semaine pour les hommes et 60 francs pour les femmes.

En attendant, les esclaves s'insurgent et par 112 voix sur 125 ouvriers, ils ont décidé de répondre aux insolentes prétentions de ce dictateur.

## A TRAVERS LE PAYS

### TEMPÊTE EN MER

Les Sables-d'Olonne, 2 mars. — Une violente tempête de vent, accompagnée de giboules orageuses, sévit sur la région. La mer est forte et oblige les bateaux à rentrer au port.

### DRAME DE LA JALOUSIE

A Cambrai, hier, à 20 h. 30, alors qu'il rentrait chez ses parents, rue Lévêque, M. Delfolie, professeur dans un collège de la région, a reçu dans le dos six balles de revolver tirées par une femme qui s'était dissimulée dans l'ombre. Il a le bras gauche brisé et porte plusieurs blessures sur diverses parties du corps. Son état, cependant, n'inspire pas d'inquiétude.

L'enquête ouverte laisse supposer qu'on se trouve en présence d'un drame de la jalousie. L'auteur de l'attentat est une nommée Céline Macron, âgée de 21 ans, femme d'un architecte, employée aux P. T. T. Après son acte, elle s'était jetée dans un fossé voisin rempli d'eau. Elle a été transportée à l'hôpital.

### CAILLAUX A MONTPELLIER

On annonce que M. Caillaux viendra le 9 courant à Montpellier, où il est invité par la jeunesse laïque. Il prononcera un discours sur la situation politique et financière, et présidera un banquet démocratique.

Et la propagande électorale ? C'est encore la chose qu'on fait mais qu'on ne dit pas...

### ENTRE BONIMENTEURS

Une réunion a été organisée avant-hier soir à Brest par le parti socialiste avec la participation de MM. Léon Blum, Goude et Masson, députés.

Dès le début du meeting des manifestants communistes intervinrent et empêchèrent le maire, M. Nardon de parler. Ils montèrent même sur l'estrade où se tenait l'orateur et une bagarre éclata bientôt entre les membres des deux partis. Deux commissaires de police, MM. Martin et Le Page, furent malmenés. Ils firent alors intervenir les agents de la sûreté qui arrêtèrent trois des manifestants.

Les orateurs purent ensuite, au milieu des interruptions, rendre compte de leur mandat et exposer la tactique de leur parti.

Allons, la curée des élections approche. On va se disputer les os plus ou moins rongés du parlementarisme.

Et les victimes seront encore ces malheureux à qui les politiciens montent le coup et qui encaissent les horions pendant que le candidat attend les résultats...

### DECOUVERTE

Un cultivateur a trouvé dans une lande inculte à Guipel, près de Corseul, trois cents pièces de bronze à l'effigie de Constantin-le-Grand.

### GREVE

Les ouvriers d'une usine de plâtre d'Armoys se sont mis en grève.

Ils avaient demandé une augmentation de salaires de 30 centimes par heure que leur directeur a refusé d'accorder.

### HOMMAGE A MISTRAL

De grandes cérémonies auront lieu à Maillanne, avec la participation des écoles félibréennes, le 27 mars. dixième anniversaire de la mort de Frédéric Mistral.

L'abondance des matières nous contraint à ne publier que demain notre deuxième liste de souscription : « Les Cinq Francs du LIBERTAIRE ».



# L'Action et la Pensée des Travailleurs

## Le Syndicalisme est supérieur aux partis politiques

Tous les politiciens prétendent n'avoir en vue que le bonheur du peuple.

Tous, des royalistes aux communistes, en passant par les radicaux et les différentes variétés de socialistes, déclarent détenir la formule magique qui fera régner sur cette terre un bonheur sans mélange.

Bien sûr les programmes ne sont pas les mêmes. Les uns, tels les royalistes, affirment qu'un retour à la monarchie est indispensable, d'autres voudraient voir se continuer une république « qui a fait ses preuves ». Et comment ! Les communistes seraient pleinement satisfaits si le trône était occupé par un des leurs. Malgré ces différences de pure forme, tous ces présumptueux sont d'accord sur un point : la prise du pouvoir.

Pourvu que le peuple les aide à saisir la queue de la poêle, ils se chargent par la suite de travailler au mieux de ses intérêts, sans négliger les leurs, bien entendu. Charité bien ordonnée...

Pour arriver à la conquête de la machine gouvernementale, les uns prônent, avec succès hélas, la valeur du bulletin de vote. Les autres, les royalistes, les communistes et une partie des socialistes recommandent la violence — exercez par eux s'entend. — Ils verraient avec plaisir le peuple se soulever pour les hisser d'un coup d'épée à l'assiette au beurre.

La majorité des travailleurs croit encore que le remplacement d'une équipe gouvernementale par une autre équipe un peu plus « avancée » est susceptible d'apporter un changement dans la marche de la société.

Beaucoup ne croient plus guère à la théorie « du bon patron », mais ils croient encore à celle des « bons gouvernants ».

Les syndicalistes ne croient plus aux « bons » tyrans. Que les maîtres du peuple soient blancs, tricolores ou rouges, ce sont toujours des maîtres. Leur ambition c'est d'apprendre aux prolétaires à se passer de maîtres. Pour que les travailleurs s'essayent à faire leurs affaires eux-mêmes il est nécessaire de démontrer l'incapacité des différents partis qui se disputent « l'honneur » de les servir et de mettre en regard des programmes politiques le programme syndicaliste qui est le nôtre.

Inutile d'insister sur la nocivité des régimes monarchique et parlementaire. Ils sont périmés, condamnés. Après avoir goûté de ces différentes sortes d'autorités le peuple est toujours asservi.

Il n'en est pas de même par contre lorsque nous examinons les programmes des partis soi-disant révolutionnaires. Les maîtres, qui connaissent tout ce que le prolétariat contient, à l'état latent, de puissance révolutionnaire, ont jugé bon de se servir de cet état d'esprit des travailleurs pour essayer de conquérir le pouvoir au profit de leur parti.

Aux travailleurs éberlués, les propagandistes et les journaux de ces partis politiques ont affirmé, ce en quoi nous sommes d'accord avec eux, que seule une révolution leur apporterait leur émancipation totale. Mais au lieu de rentrer dans le rang et de mettre au service des organisations ouvrières leur talent oratoire ou leur plume, ils ont préféré organiser sur le modèle bourgeois, à côté des syndicats, des partis qui sont supérieurs.

Bien vite, ils se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient pas faire grand chose sans l'appui des syndicats et qu'ils ne pouvaient rien faire contre eux. Ils essayèrent alors de les conquérir. Grâce à la complicité des chefs syndicaux, ils y sont à peu près parvenus. La C.G.T. est la vassale du parti S.F.I.O. et la C.G.T.U., celle du parti S.F.I.C.

Aux politiciens plus ou moins rouges qui se partagent les deux C. G. T. et qui affirment leurs convictions révolutionnaires, nous demandons une fois de plus, comment ils espèrent faire la révolution sociale et une fois la révolution triomphante, comment ils entendent organiser la production et la répartition des produits ?

Ce ne sera pas avec leurs quelques dizaines de milliers de petits commerçants, petits propriétaires, avocats sans cause, journalistes, etc., etc., qui forment le gros de leurs troupes, qu'ils y arriveront.

La vérité est qu'ils comptent surtout sur les syndicats qui n'ont que faire de cette graine de futurs bourgeois.

Lorsque les événements auront rendu possible une transformation totale de la société ; nous verrons ces apprentis dirigeants se tourner vers les syndicats et leur demander de mettre en action leur arme principale : la grève générale, ils leur demanderont aussi d'occuper les usines, les mines, les chantiers. Mais tous ces moyens sont spécifiquement syndicalistes et pour faire tout cela nous n'avons nullement besoin des politiciens ; il est même probable que les travailleurs se mettront en mouvement sans attendre de mots d'ordre politiques.

Donc, pour la phase pré-révolutionnaire, les partis politiques sont totalement inutiles.

Par la suite, ils peuvent devenir nuisibles, si nous n'y prenons garde.

Supposons que le prolétariat triomphant soit maître des instruments de travail. Supposons encore que pendant la période de lutte qui vient de s'écouler un parti soi-disant prolétarien ait pu instaurer un nouveau gouvernement.

Comment fera-t-il pour remettre en marche la machine un instant arrêtée ? De deux choses l'une ! Ou il se servira des institutions de l'Etat qui le précédaient et les mêmes causes produisant les mêmes effets au bout d'un temps plus ou moins long, il n'y aura rien de changé pour les gouvernés. Et dans ce cas, ce parti aura été totalement nuisible pour la révolution. Ou bien il se tournera vers les syndicats pour leur demander d'organiser la production et l'échange et une fois de plus son inutilité sera démontrée par son incapacité.

Résumons : Sans l'aide des syndicats, aucun parti politique n'est capable de faire triompher la révolution sociale.

Sans l'aide des syndicats, aucun parti politique n'est capable d'organiser la production et l'échange.

Conclusion : Le syndicalisme, débarrassé des politiciens, suffira à l'administration des choses dont parlait Proudhon.

Charles THIEVEN.

## Aujourd'hui, alerte à Saint-Germain

Un nombre important de saisies ont été faites. Nous sommes avisés des menaces de vente des meubles de nos camarades Offereuchen, rue au Pain ; Cissay, 7, rue du Gast ; Bluteau, 1, rue Schnappert, pour aujourd'hui. Les travailleurs seront présents et empêcheront le fisc d'opérer.

Le syndicat des métaux de Saint-Germain fait un appel pressant à ses adhérents.

## ...et à Maisons-Laffitte

Le camarade Lanfroy, 10, rue Solferino, typographe syndiqué est également menacé pour aujourd'hui.

Les bons bougres de Maisons-Laffitte et des environs se feront un devoir d'être présents à l'aube.

## Le Bâtiment vers l'Unité

Le Bâtiment est depuis quelque temps la citadelle du syndicalisme révolutionnaire, le refuge des ouvriers qui se défendent contre les patrons exploités d'aujourd'hui et les politiciens exploités de demain.

Aussi, les guesdistes de maintenant, appuyés sur un gouvernement puissant, jouissant de ressources immenses et ayant à leur service une presse importante, mènent-ils une attaque forcée contre le Bâtiment et la citadelle qu'ils n'ont pu prendre d'assaut l'année dernière. Ils veulent la désaigrir cette année. Il faut à tout prix que le communisme orthodoxe règne sur le mouvement ouvrier mondial, que partout soient constitués les cadres de la société autoritaire qu'ils veulent et de l'armée qui la défendra ; qu'importe s'il n'y a pas de masses derrière, ils les embrigaderont le jour de l'insurrection.

Pour cette année, la tactique est simple : il s'agit, au nom de l'Unité, d'empêcher l'unité de se réaliser pour notre industrie.

Le bureau de l'I. S. R. pour les pays latins, tuteur et surveillant de la C. G. T. U., banquier placeur de bibérons, a commencé par éditer une feuille spéciale pour appuyer le bourrage appelé propagande par l'Humaine et la V. O. Puis, pour s'appuyer sur un semblant de quelque chose, contrairement aux décisions de tous les Congrès, même de l'I. S. R., les militants ex-anarchistes qui aspirent à avoir pour eux leur petite Fédération, ont séparé des groupes de camarades du Syndicat Unique du Bâtiment pour former des syndicats nouveaux qui ont toutes les faveurs de l'Union de la Seine et de la C. G. T. U. ; eux, les dissidents, prennent figure de réguliers dans cette Union dont le S. U. B. est le deuxième syndicat par la prise de timbres.

Alors qu'en assemblée générale, le 27 janvier, nos adhérents votaient à une immense majorité pour l'autonomie, la colonnie écrite et orale a fait son chemin et le 10 janvier les extra-unitaires créaient leurs syndicats.

Les deux Fédérations s'entendent pour réaliser l'Unité tant réclamée par tous à un congrès commun le 4 mai. Aussitôt, c'est là que se dessine bien le mouvement de désagrégation, les syndicats de partout sont visités par les nombreux appointés du parti et par les fonctionnaires syndicaux garantis bon teint et parfois candidats aux prochaines élections, et on leur fait dire qu'ils sont fermement attachés à la C. G. T. U., en accompagnant cela d'un petit couplet sur l'Unité.

Au besoin on crée des syndicats fantômes, rien que pour voter un ordre du jour et pour figurer au lendemain du congrès d'Unité sur les contrôles de la nouvelle Fédération qui prétendra continuer à la C. G. T. U. aux lieux et places des unifiés.

Pour nous, partisans de l'autonomie fédérale, il y a un grave danger, c'est que nombre de syndicats qui nous quitteront à la veille ou le jour de ce congrès, ne donnent la majorité aux Lafayetistes pour nous entraîner à leur C. G. T.

Que tous les syndicats de province y pensent. Quant à moi, je déclare nettement que notre place est bien en dehors des deux C. G. T. pour être les ouvriers de l'Unité confédérale, mais je préférerais me soumettre à la décision du congrès du 4 mai que de me prêter aux manœuvres divisionnistes des orthodoxes.

L. CHARBONNEAU.

## Chez les Mineurs

La production des mines du Nord et du Pas-de-Calais s'est élevée ainsi :

|                  | Janvier 1923 | Janvier 1924 |
|------------------|--------------|--------------|
|                  | tonnes       | tonnes       |
| Houille .....    | 1.834.015    | 2.082.221    |
| Agglomérés ..... | 147.894      | 156.875      |
| Coke .....       | 135.364      | 140.062      |

On le voit, la production des mines a augmenté. La fameuse vague de paresse que les parasites reprochent aux travailleurs n'est qu'une excitation hypocrite pour augmenter la durée du travail.

Camarades, défendons les 8 heures !

Si la production s'est élevée, les dividendes des actionnaires ont dû suivre le même chemin élastique... tandis que les salaires des ouvriers sont restés aux mêmes taux, ce qui constitue une baisse de salaires puisque la dépréciation du franc diminue sa capacité d'achat.

Avec le même salaire qu'en mars 1923, on ne peut plus acheter autant de denrées qu'il y a un an, puisque ce salaire, par la baisse du franc, n'a plus la même valeur.

Les directeurs des Compagnies houillères étaient mal venus, vendredi dernier, à Douai, de refuser les trois francs de plus par jour que réclamaient les ouvriers.

LE GALIBOT.

## La "Libre Pensée" pour Jeanne Morand

La Fédération nationale de Libre-Pensée et d'Action sociale s'associe pleinement aux efforts du Comité de Défense sociale et du Syndicat unique du Bâtiment, en vue d'obtenir immédiatement la libération conditionnelle de Jeanne Morand qui mettra fin à son supplice physique et moral.

## JEUNESSE SYNDICALISTE DE GLICHY

### Aux jeunes ouvrières et ouvriers

Aux yeux de tous, la société d'aujourd'hui est divisée en deux classes distinctes : d'une part les exploités ; d'autre part ceux qui sont exploités.

Les uns passent leur vie dans le luxe et l'oisiveté, les autres à créer ce luxe sans jamais pouvoir en profiter : ce sont les salariés, les ouvriers et les ouvrières.

A peine sortis de l'école, l'usine les a pris et leur donne un salaire ne leur permettant pas de se nourrir. Dans quelques années, à peine ouvriers, la caserne prend les garçons à son tour pour les envoyer garder des biens qui ne leur appartiennent pas.

Jeunes ouvriers, jeunes ouvrières, ainsi se passera votre vie, à travailler pour les autres ou à garder le bien des autres dont vous ne profiterez jamais.

Accepterez-vous d'être toujours des esclaves ?

Et vous les pères, les mères, acceptez-vous que vos enfants soient toujours exploités comme vous l'avez été vous-même ?

Vous viendrez parmi nous rejoindre des camarades exploités comme vous et par faire votre éducation dans des causeries éducatives et nous espérons que les parents nous aideront dans notre tâche d'éducation en invitant leurs enfants à suivre nos causeries. Vous assisterez nombreux à la conférence, qui aura lieu le mercredi 5 mars, à 20 h. 30, 60, rue de Paris, Cligny.

Orateurs :

Chevalé U. D. S. Goussinet des J. S. Andrieux des 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>

Un camarade de la jeunesse syndicaliste prendra la parole

## Les allocations familiales

Les allocations familiales existent. Qu'on les considère comme du réformisme, de la philanthropie ou de la collaboration de classes, elles existent néanmoins. Il vaut donc mieux les étudier du point de vue syndical que de les excommunier sans succès à l'aide de la doctrine du moindre effort.

D'après les chiffres fournis par le Consortium de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, il apparaît que le nombre des bénéficiaires des allocations familiales, dans ces deux villes, est passé de 32 en août 1919, à 24.000 en décembre 1922, à 37.510 en décembre 1923.

Il s'agit de pères, mères, frères ou sœurs d'enfants de moins de 13 ans.

Au 31 décembre 1923, le nombre des familles touchant des allocations s'élève à 26.660, ayant 45.550 enfants de moins de 13 ans, et 72.300 personnes de plus de 13 ans, soit un total de 117.850 personnes, et une moyenne de 4,4 personnes par famille.

Le recensement indique que sur ces chiffres il y a une famille de 10 enfants, 10 familles de 8 enfants, 185 familles de 6 enfants, 1.220 familles de 4 enfants, 6.448 familles de 2 enfants, et 15.542 familles de 1 enfant. Nous n'indiquons pas les chiffres intermédiaires des familles de 3, 5, 7 et 9 enfants.

Sur les 26.660 mères de famille prévues, il y en a 39 0/0 qui travaillent en usine, et 61 0/0 qui restent à leur foyer ; ces dernières sont probablement celles qui ont les plus fortes nichées, et celles qui ont des maris et des enfants qui rapportent les salaires les mieux payés.

La prime de naissance est de 100 francs lorsque l'un des deux conjoints travaille dans une usine adhérente au Consortium, et de 200 francs quand le père travaille dans une usine adhérente, et que la mère ne travaille pas, ou bien que les deux sont occupés dans des usines adhérentes.

En 1922, il a été payé 2.475 primes, formant un total de 444.000 fr., en 1923, il a été payé 3.212 primes, représentant la somme de 406.500 francs.

Les allocations familiales sont de 2 fr. par jour pour les familles d'un enfant, et variables suivant les autres enfants. Le Consortium prétend avoir payé de 1919 à 1923 (primes de naissance comprises) 48 millions de francs, dont 96.000 en 1919, et près de 16 millions en 1923.

Voici maintenant un tableau, en chiffres ronds, des heures de travail et des salaires payés :

|           | Heures       | Salaires     |
|-----------|--------------|--------------|
| 1921..... | 62 millions  | 146 millions |
| 1922..... | 128 millions | 272 millions |
| 1923..... | 137 millions | 296 millions |

Si ces chiffres patronaux, malgré leur insuffisance, sont exacts, ils indiquent que le personnel a probablement augmenté... et la durée du travail également. Ils indiquent aussi que le salaire horaire moyen était : de 2 fr. 34 en 1921, de 2 fr. 13 en 1922, et de 2 fr. 16 en 1923. Il y a donc une diminution de salaires, soit dit en passant.

Le Consortium annonce d'autre part qu'un service « d'allocations-maladies » va fonctionner d'ici quelques semaines.

La région textile de Roubaix-Tourcoing se trouve donc assujettie de façon partielle aux assurances sociales. Les patrons s'en montrent satisfaits, surtout dans les rapports avec le personnel.

Il est certain que les 48 millions de francs versés par les patrons aux ouvriers, de 1919 à 1923, sous forme d'allocations familiales et de primes à la naissance, ont été reportés dans les frais généraux, et non pris dans les bénéfices nets. Ces messieurs ont donc fait de la philanthropie à bon marché. C'est une bonne réclame pour eux, payée par leurs clients lesquels, à leur tour... se déchargent sur les consommateurs.

En résumé, comme il n'y a que le travail qui ait une vraie valeur, ce sont les travailleurs qui paient, en fin de compte, sans s'en douter naturellement, les frais des réformes que des patrons malins accordent solennellement la main sur le cœur.

Du point de vue syndical, nous n'avons pas à repousser ces avantages immédiats. Nous devons les considérer comme des compléments particuliers de salaire, ce qui ne peut nous empêcher, au contraire, de

formuler vigoureusement nos points de vue sur les naissances et les familles nombreuses en régime capitaliste.

La formule : « A travail égal, salaire égal », se trouve quelque peu bousculée par le sursalaire familial. Le fait est là. On ne peut pas dire à un père de famille de refuser une allocation qui va lui permettre de mieux nourrir, de mieux habiller, de mieux éduquer ses enfants.

Le principe de solidarité, si fortement ancré dans les esprits ouvriers, n'est pas en opposition avec celui de la transformation. Il s'agit de les adapter l'un à l'autre.

Si nous ne tenons pas, les uns et les autres, que les différentes formes d'allocations soient des éléments de conservation sociale, il faut examiner sérieusement la question.

Les chiffres ci-dessus ont besoin d'être mieux étudiés, d'être complétés, et d'autres réflexions, d'autres déductions s'imposent.

Tout ce qui constitue un peu plus de bien-être pour le prolétariat doit être considéré comme un pas vers l'idéal. L'essentiel, c'est de ne pas faire de faux pas en voulant avancer. C'est aux militants de faire attention

ISAAC.

## La France f... le camp !

Nous avons eu la victoire, le traité de Versailles, l'occupation de la Ruhr, la chute du mark et... celle du franc.

Nous avons eu des tués, des estropiés. Nos gouvernants et patrons patriotes sont obligés de les remplacer par des camarades d'autres pays.

Voici quelques chiffres sur la main-d'œuvre étrangère, ayant trait à la semaine qui vient de s'écouler :

Les services de placement de la main-d'œuvre étrangère ont porté sur 4.126 travailleurs, savoir : 3.110 introduits en France et affectés à l'industrie ; 1.016 résidant en France et placés. De leur côté, les offices de placement ont procuré un emploi à 1.869 travailleurs étrangers résidant dans le pays. Le total des opérations de main-d'œuvre étrangère s'élève ainsi à 5.995.

Les 4.126 travailleurs étrangers ci-dessus visés (3.110+1.016) ont été affectés aux industries et travaux suivants : mines de fer, 241, dont 231 Italiens ; mines de charbon, 225, dont 179 Polonais ; métallurgie et métaux, 372, dont 224 Italiens ; terrassements, 546, dont 382 Italiens ; bâtiment, 659, dont 428 Italiens ; manœuvres, 1.097, dont 398 Italiens, 136 Portugais, 134 Russes et 116 Polonais ; agriculture, 437, dont 283 Polonais.

Au total, il a été placé : 1.954 Italiens, 627 Polonais, 356 Belges, 348 Portugais, 238 Espagnols, 179 Russes et 424 ouvriers de nationalités diverses.

Mouvement de l'immigration. — Les divers bureaux et contrôles d'immigration ont constaté qu'au cours de cette semaine, 3.889 travailleurs étrangers sont entrés en France, et 651 en sont sortis. Ces ouvriers se répartissent comme suit : 3.110 affectés à l'industrie, et 779 affectés à l'agriculture.

Sur 3.110 ouvriers introduits en France et affectés à l'industrie, 1.590, dont 816 Italiens, 356 Belges et 209 Polonais, sont destinés aux régions libérées ; en outre, 231 ouvriers italiens sont destinés aux mines de fer ; 196, dont 177 Polonais, aux mines de charbon, et 268 Polonais à l'agriculture.

Pour les ouvriers autres que les mineurs professionnels et les travailleurs agricoles, l'introduction en France n'est autorisée que lorsque leur contrat d'embauchage a obtenu le visa du ministère du Travail, chargé de rechercher si cette introduction ne porte pas préjudice à des ouvriers français en chômage.

Nous tenons à faire remarquer que les employeurs et les autorités font venir des ouvriers étrangers avec un seul but : les payer moins cher que les ouvriers du pays.

La preuve, c'est que le même service officiel, qui indique 3.110 travailleurs étrangers introduits en France la semaine dernière, déclare que 11.910 demandes d'emploi n'ont pu être satisfaites à la fin de la semaine, dont 8.390 hommes et 3.520 femmes. Dans ces chiffres, la Seine entre pour 37 0/0, soit exactement 4.523 chômeurs et chômeuses.

Plaçant la question au-dessus de l'intérêt national et du préjugé patriotique, nous déclarons qu'il est stupide d'amener en surmarché des miséreux où il y a déjà trop de crève-de-faim.

Une société aussi détraquée doit disparaître. Répondons aux folies de nos maîtres en accueillant fraternellement les prolétaires que la misère chasse de leur pays, amenons-les aux syndicats, faisons-leur comprendre que les travailleurs n'ont pas de patrie, et que malgré la diversité des idiomes, nous avons un intérêt commun : nous unir !

## Mise au point dans les Métaux

Le Conseil d'administration du Syndicat des Métallurgistes de Lyon, après avoir entendu contradictoirement le camarade Gaye, délégué de la Fédération Unitaire des métaux et le camarade Argence, ex-secrétaire fédéral, au sujet d'une dette de 24.600 francs, contractée par l'ancien bureau fédéral vis-à-vis de la C.G.T.U. :

Il ressort des explications fournies de part et d'autre, que l'ancien bureau fédéral ne peut en aucune façon être taxé de malversations ou de malhonneteté, le camarade Argence fournissant la preuve que cette dette, non portée à l'état financier de sa gestion passée à du être, ou peut-être récupérée par les dettes des différents syndicats pour cotisations ou cartes, ou soit encore par des fournitures payées.

Le Conseil d'administration regrette qu'il ait été donné tant d'importance à ce qui n'aurait pu être qu'un malentendu ; considère l'incident comme clos.

Lu et approuvé : ARGENCE, GAYE.

Abonnez-vous au "Libertaire"

## Communiqués Syndicaux

Métaux. — Réunion des ouvriers et ouvrières de chez Delatnay-Belleville, ce soir, à 16 h. 30, à la Bourse de Saint-Denis, 4, rue Suger. Le cahier de revendications ; Les délégués d'atelier ; Le Congrès des unions.

Stucateurs. — Réunion ce soir, à 17 h. 30, maison des Syndiqués, 16, rue Cambonne.

Tourneurs sur bois et Vernisseurs au tour. — Ce soir, à 20 h. 45, Conseil syndical, au siège.

C.I. du 11<sup>e</sup>. — Ce soir, à 20 h. 30, réunion 2, rue Saint-Bernard, pour préparer l'assemblée générale.

C.I. du 13<sup>e</sup>. — Ce soir, à 20 h. 30, au 163, boulevard de l'Hôpital, maison des Syndiqués. Présence urgente de tous les délégués.

C.I. du 14<sup>e</sup>. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, rue du Château, 111.

Jeunesse syndicaliste du Bâtiment. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, salle des Commissions, premier étage, Bourse du Travail. Le camarade Bédit continuera sa causerie sur le trade-unionisme.

L'ère de rentrer toutes les cartes pour faire un contrôle de la situation. Ceux qui veulent des livres sont invités à arriver un peu avant l'heure fixée.

Jeunesse syndicaliste de Cligny. — Réunion tous les mercredis, à 20 h. 30, 60, rue de Paris.

## La Vie de l'Union Anarchiste

### Paris et Banlieue

Ecole du Propagandiste anarchiste. — Cours supérieur de français, demain, à 21 heures, très précises, par Mazurier, bar des Ardennais, 51, rue du Château-d'Eau.

Comité d'Initiative de la Fédération parisienne. — Réunion ce soir, 20 h. 30, maison Commune, 49, rue de Bretagne. Questions importantes.

Groupe du 11<sup>e</sup>. — Mercredi, 5 mars, à 20 heures 30, 195, boulevard Voltaire, au « Rendez-Vous des Cochers », salle du premier étage (métro Nation) : Compte Rendu du Congrès ; Etat financier du Groupe ; Causerie par un copain.

Groupe du 12<sup>e</sup>. — Ce soir, à 21 heures, réunion hebdomadaire, 35, boulevard de Reuilly (métro : Daumesnil et Charenton). Causerie par un camarade.

Tous les lecteurs du « Libertaire » sont invités cordialement.

Groupe régional de Bezons. — Tous les copains des groupes de Bezons, Argenteuil, La Garenne, Houilles, Colombes, sont conviés à assister à la réunion qui se tiendra mercredi soir, 5 mars, salle de l'Ancienne-Mairie, place de la République, à Bezons. Discussion sérieuse.

### Province

Groupe d'Education sociale de Lyon et Villeurbanne, 125 bis, avenue Thiers. — Mercredi 5 mars, à 20 h. 30, causerie par le docteur Malespina.

Groupe anarchiste de Montluçon. — Vendredi 7 mars, à 20 h. 30, à l'Edifice communal, salle du Docteur, réunion générale. Tous les anarchistes montluçonnais et des environs sont priés d'être présents.

Ordre du jour : Le « Libertaire » quotidien ; Campagne pour l'Amnistie ; Compte Rendu du Congrès par Maillet ; Action antiparlementaire ; Bibliothèque ; Causerie par un copain.

Le camarade Midon Gabriel est prié d'excuser René Delorme, rue du Vélodrome, Montluçon.

### PRESSANT APPEL AUX BRESTOIS

Lorsque parut le *Libertaire* quotidien, qui allait pouvoir dénoncer jour par jour les laideurs, les iniquités du régime actuel, et défendre avec énergie les révoltés en lutte ouverte contre les maîtres, ce fut une joie pour tous ceux qui combattent l'autorité sous toutes ses formes.

Mais, tous ceux qui applaudissent à cette innovation : le *Libertaire* quotidien, ne surent pas apporter toute la sollicitude, toute l'énergie qui devait permettre à notre petit organe de vivre et prospérer.

A Brest le nombre des amis, des lecteurs et sympathisants atteint sûrement plus d'une centaine. Il faut au plus vite que tous se ressaisissent et répondent au cri d'alarme lancé par nos amis de Paris concernant la vie du quotidien.

Le groupe libertaire brestoïse ému de cette situation invite spécialement tous ceux qui pensent que la disparition de notre journal serait une atteinte grave portée à l'activité des anarchistes, à assister à la réunion qui aura lieu le jeudi 6 mars, à 20 h. 30, Maison, du Peuple.

A l'ordre du jour : mesures à prendre pour le maintien du quotidien. S'abstenir en pareille circonstance serait concourir à la disparition de l'indispensable journal anarchiste.

Le Groupe libertaire de Brest.

## Communications diverses

Club du Faubourg. — Ce soir lundi, à 20 heures 30 précises, théâtre de la Fourmi, 10, boulevard Barbès, grande soirée. Conférence contradictoire par l'abbé Viollet, sur « Dogme ou Raison ». Contradicteurs inscrits : le pasteur Segond, le rabbin Lévy, Pierre Darville, Ch.-A. Bonnamy, Louise Verdier, etc.

Jendi soir, procès de « Baal, la magicienne passionnée ». Accusée, Renée Dunan, avec Jean-Joseph Renaud, sur « Spiritisme et Forces inconnues : les Mystères de l'alchimie ; peut-on faire de l'or ? ».

Vendredi soir, à Fructidor, mairie de Puteaux, conférence contradictoire par Léo Poldès, sur « l'Humour et les Véritables Humoristes » l'œuvre de Georges de la Fouchardière ». La parole sera donnée au public.

Fédération espérantiste ouvrière (Groupe de Paris). — Aujourd'hui, à 20 h. 30, Bourse du Travail, salle des Commissions Bondy, cours supérieur d'espéranto, exercices oraux.

Mercredi 5 mars, à 20 h. 30, Bourse du Travail, salle des Commissions Bondy, cours élémentaire d'espéranto.

Pour apprendre seul l'espéranto, achetez le « Cours rationnel et complet d'espéranto », volume illustré de 208 pages 5 francs ; 5 fr. 50 franco, en vente à la Librairie sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10<sup>e</sup>).

## PETITE CORRESPONDANCE

V... rue Vaucoeurs, est prié d'indiquer le travail fait dans la boîte qu'il signale.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le gérant : Gabriel BRAYE

Imprimerie spéciale du *Libertaire* 10-12, rue Paul-Lelong, Paris